Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 74° — **Roma - Martedì, 20 giugno 1933** — **Anno XI** — **Numero 142**

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 — 50-033 — 53-914

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1933

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 13 aprile 1933, n. 619.
Approvazione della Convenzione consolare italo-lettone stipulata a Roma l'11 maggio 1932.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione consolare italo-lettone stipulata a Roma l'11 maggio 1932.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore alle condizioni e nei termini stabiliti dall'articolo 35 della Convenzione di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a San Rossore, addì 13 aprile 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE BONO — DE FRANCISCI — JUNG — GAZZERA — BALBO — CIANO.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.

Convention consulaire entre le Royaume d'Italie et la République de Lettonie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et ***le Président de la République de Lettonie***, ayant résolu de conclure une Convention consulaire, ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

S. E. l'Hon. DINO GRANDI, Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République de Lettonie:

S. E. M. PIERRE SEYA, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République de Lettonie à Rome;

lesquels, ayant vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I.

FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Art. 1.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie, excepté dans les localités où cette Partie jugerait convenable de ne pas admettre l'établissement de tels agents, sous condition que toute exception à ce sujet soit également appliquée à toute autre Puissance.

L'étendue de chaque circonscription consulaire sera fixée par la Partie qui aura nommé les fonctionnaires susindiqués et sera communiquée à l'autre Partie. Il en sera de même pour toute modification ultérieure à apporter aux circonscriptions consulaires précédemment fixées.

Art. 2.

Les fonctionnaires consulaires pourront être de carrière ou honoraires.

Au cas où les agents honoraires seraient ressortissants du Pays où ils devraient exercer leurs fonctions, on devra, avant leur nomination, obtenir par la voie diplomatique l'assentiment du Gouvernement de ce Pays.

Art. 3.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, sur la présentation par la voie protocolaire de leurs lettres de provisions, seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et formalités établies dans l'Etat de leur résidence; dès lors ils pourront exercer les fonctions dans leur circonscription.

En cas d'urgence, sur la requête de leur Gouvernement, ils pourront être admis à exercer leurs fonctions à titre provisoire.

Si l'une des Parties estime que l'*exequatur* ou l'admission à titre provisoire ne peuvent pas être accordés ou qu'ils doivent être retirés, elle en communiqnera à l'autre Partie les motifs dont elle aura seule l'appréciation et dans le second cas avant le retrait de l'*exequatur* ou de l'admission provisoire.

Art. 4.

Les consuls généraux et consuls pourront nommer des agents consulaires dans les localités de leurs circonscriptions consulaires respectives.

Les agents seront munis d'un brevet qui sera délivré par le consul qui les aura nommés et devra être transmis pour l'*exequatur* ou autre admission aux autorités compétentes.

Art. 5.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, seront munis par les autorités du Pays où ils exercent leurs fonctions d'une carte spéciale d'identité, établissant leur qualité officielle et les recommandant à la protection des autorités locales.

Art. 6.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès d'un consul général, consul ou vice-consul, le fonctionnaire adjoint sera autorisé à exercer par interim les fonctions du titulaire, sous condition que sa qualité ait été portée à la connaissance des autorités locales compétentes.

CHAPITRE II.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES.

Art. 7.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront apposer à la maison où se trouvent leurs bureaux ou chancelleries l'écusson de l'Etat qui les a nommés, avec une inscription qui en désigne le caractère officiel. Ils pourront également arborer le pavillon national sur ladite maison,

aux jours des solennités publiques de leur Pays, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage, étant bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile; elles serviront à désigner la maison consulaire. Ils pourront également arborer le pavillon de leur Pays sur les bateaux à bord desquels ils pourraient s'embarquer pour l'exercice de leurs fonctions.

Ils auront droit aux honneurs dus à leur position officielle dans toutes les circonstances où ils exercent leurs fonctions.

Art. 8.

L'ensemble des pièces à l'usage des bureaux pour le service officiel consulaire et les locaux spécialement affectés au dépôt des archives consulaires sont en tout temps inviolables. Ces pièces et ces locaux doivent être distincts des pièces servant à l'habitation personnelle du fonctionnaire consulaire et ne peuvent être affectés à d'autres usages. Ils ne peuvent dans aucun cas servir de lieu d'asile. Les autorités locales ne peuvent sous aucun motif visiter ou saisir les papiers qui font partie desdites archives. Ces papiers seront complètement séparés des papiers personnels du titulaire ainsi que des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que l'agent honoraire pourrait exercer.

Art. 9.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, à condition qu'ils soient ressortissants de la Partie qui les a nommés, jouiront de l'exemption de toute réquisition, contribution, prestation, ou logement militaires. Cette exemption ne s'étendra pas aux immeubles appartenant aux fonctionnaires susvisés dans le Pays de leur résidence, à moins que les bâtiments qui s'y trouvent ne soient affectés au service consulaire ou ne servent de logement aux dits fonctionnaires.

En outre, lesdits fonctionnaires seront exempts de toutes contributions directes, prélevées directement auprès des contribuables, qui sont imposées par l'État ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays, à moins qu'elles ne soient imposées à raison de l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une autre profession, de la possession de biens immeubles ou sur les intérêts d'un capital engagé dans le Pays de résidence desdits fonctionnaires.

En tout cas seront exempts des réquisitions et des logements militaires les locaux affectés au bureau de la Chancellerie et aux archives consulaires.

Art. 10.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, ainsi que tout autre fonctionnaire de carrière, ressortissants de l'État qui les a nommés, sont autorisés, lorsqu'ils rejoignent pour la première fois leur poste, ou dans les dix mois suivants, à faire entrer en franchise le mobilier, les vêtements, les effets et les ustensiles de ménage appartenant à eux et à leur famille, sous condition de les faire visiter.

Cette exemption ne s'applique pas aux articles de consommation.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage, en outre, à autoriser l'entrée en franchise de tous meubles et objets de première installation ou destinés à l'usage officiel des bureaux consulaires, ainsi que de tous drapeaux, uniformes, écussons, registres, papiers à en-tête, cahiers à souche, passeports, certificats, timbres, documents publics et toute autre fourniture de bureaux, y compris les coffres-forts et les machines à écrire.

Art. 11.

Les bâtiments ou locaux affectés à la résidence consulaire et qui sont de propriété de l'une des Hautes Parties Contractantes sont exemptés des impôts établis par l'État ou par un autre corps constitué d'après le droit public du Pays sur les immeubles ou leur revenu.

Art. 12.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls ainsi que les agents du service consulaire, ressortissants de l'État qui les a nommés, ne sont pas justiciables des tribunaux du Pays de leur résidence en raison des actes de leurs fonctions.

Au cas où cette exception serait invoquée devant une autorité de l'État de résidence, celle-ci devra s'abstenir de statuer, toutes les difficultés de cette nature devant toujours être réglées par la voie diplomatique.

Art. 13.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ressortissants de l'État qui les a nommés, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté pour les infractions qui, en vertu de la législation du pays de résidence, sont punissables d'une peine de prison ou d'une peine analogue de privation de liberté au-dessus de deux ans ou d'une peine plus grave.

En cas d'arrestation ou de mise en accusation d'un consul général, d'un consul, d'un vice-consul, d'un secrétaire ou d'un autre fonctionnaire consulaire, le Gouvernement de l'État sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation aurait eu lieu, en informera sans délai le représentant diplomatique de l'État qui a nommé ledit fonctionnaire consulaire.

Art. .

Les fonctionnaires consulaires seront tenus, sur l'invitation des autorités judiciaires du Pays où ils exercent leurs fonctions, de répondre comme témoins en justice. Les chefs des offices consulaires de carrière pourront, en cas d'empêchement résultant des nécessités de service, déposer aux sièges des consulats, dans le délai fixé par l'autorité judiciaire.

Dans ce cas l'interrogatoire aura lieu d'après les formes prévues par les lois locales.

Les fonctionnaires consulaires pourront refuser de déposer sur tous les faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions.

Art. 15.

Sous réserve des privilèges et immunités mentionnés dans la présente convention, les fonctionnaires consulaires seront soumis dans les mêmes conditions que les nationaux, tant en matière civile qu'en matière criminelle, à la juridiction des tribunaux de l'État de leur résidence.

Art. 16.

Les gérants des consulats généraux, consulats et vice-consulats jouiront, pendant leur gestion intérimaire, des privilèges et immunités reconnus aux titulaires.

CHAPITRE III.

ATTRIBUTIONS CONSULAIRES.

TITRE I. — *Dispositions générales.*

Art. 17.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls sont admis à protéger les ressortissants de l'État qui les a nommés et à défendre, en vertu du droit et des usages internationaux, tous droits et intérêts de ces ressortissants.

A cet effet, ils pourront s'adresser à toutes les autorités de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités ou convention existant entre les deux Parties et contre tout abus dont leurs nationaux pourraient avoir à se plaindre.

Art. 18.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront le droit, pour autant qu'ils y sont autorisés par la législation de l'État qui les a nommés:

1. — de recevoir dans leur chancellerie ou domiciles, aux domiciles des interessés et à bord des navires ou des aéronefs de leur nationalité toutes déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants, ainsi que tous autres ressortissants de leur Pays;

2. — de recevoir, dresser et légaliser dans leur chancellerie, au domicile des parties et à bord des navires de leur nationalité des actes juridiques unilatéraux et des dispositions testamentaires de leurs nationaux, ainsi que tous les actes juridiques bilatéraux où figurent seulement leurs nationaux ou bien leurs nationaux, d'une part, et d'autres personnes, ressortissantes du Pays de leur résidence ou d'une tierce puissance, d'autre part;

3. — de recevoir, dresser et légaliser dans leur chancellerie et à bord des navires de leur nationalité des actes juridiques, unilatéraux et bilatéraux, où figurent seulement des ressortissants du Pays de leur résidence ou d'une tierce puissance, pourvu que ces actes aient rapport à des droits et biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul général, le consul ou le vice-consul par devant lequel ils seront passés ou qui sont destinés à produire des effets juridiques sur ce même territoire.

4. — de recevoir, de dresser et d'enregistrer les contrats concernant la vente des navires ou des aéronefs nationaux, les prêts à la grosse, la gage ou hypothéque et l'enrôlement, ainsi que tout autre contrat nécessaire à l'exercice de la navigation maritime ou aérienne nationale;

5. — d'enregistrer les contrats d'achat des navires ou des aéronefs, pourvu qu'une des parties contractantes soit ressortissante de l'Etat dont relève le consul;

6. — de traduire et de légaliser toute espèce d'actes et de documents délivrés par les autorités ou les fonctionnaires de leur pays ou du pays de leur résidence; ces traductions auront dans les deux Pays la même force et la même valeur que si elles avaient été faites par des fonctionnaires publics ou des interprètes jurés de ces deux Pays;

7. — de délivrer et de viser, conformément aux prescriptions de l'État qui les a nommés, les passeports et tous autres documents officiels.

Il est entendu que les stipulations ci-dessus ne seront pas applicables aux actes juridiques bilatéraux concernant le transfert du droit de propriété ou ayant pour but de grever les immeubles situés sur les territoires de l'État de la résidence du consul général, du consul ou du vice-consul.

Les copies, extraits et expéditions des actes, dressée en vertu du présent article par les consuls et agents consulaires, dûment légalisés par lesdits fonctionnaires consulaires et scellés du sceau des consulats, feront foi, tant en justice que hors de justice, soit dans l'un, soit dans l'autre des États Contractants, au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés par devant un notaire ou un officier public de l'ordre judiciaire de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartient le consul général, le consul ou le vice-consul et aient été ensuite soumis de même que les originaux, au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le Pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de la copie, de l'extrait ou de l'expédition d'un acte dressé à la chancellerie des consulats respectifs, la collation ne pourra être refusée à l'intéressé qui en fera la demande et il pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront, sans exercer de contrainte, procéder aux opérations de recrutement deleurs nationaux qui se soumettront volontairement à l'accomplissement de ces formalités.

Art. 19.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront reconnus comme représentants de droit de leurs nationaux se trouvant hors du Pays de leur résidence, à l'effet de pouvoir faire auprès des autorités compétentes de ce Pays les actes de procédure nécessaires à sauvegarder les droits desdits nationaux en matière de réparation d'accidents de travail.

Ils seront également autorisés à recevoir le payement des rentes ou indemnités dues à leurs nationaux pour réparation d'accidents de travail ou par application des lois d'assurances sociales du Pays de leur résidence si les bénéficiaires se trouvent hors de ce Pays.

Les sociétés ou instituts d'assurances et autres intéressés effectuant le payement de rentes ou indemnités susvisés entre les mains des fonctionnaires consulaires de l'Etat dont le bénéficiaire est ressortissant seront libérés par les quittances délivrées par lesdits fonctionnaires.

Art. 20.

Les consuls généraux, consuls et vice consuls ainsi que les représentants diplomatiques pourront célébrer les mariages de leurs nationaux s'ils y sont autorisés par la législation de leur Pays.

Cette disposition n'est pas applicable aux mariages où l'un des futurs époux est ressortissant de l'autre Partie Contractante.

Les fonctionnaires consulaires et les représentants diplomatiques précités devront le plus tôt possible porter les mariages susvisés à la connaissance des autorités du Pays où ils résident.

TITRE II. — *Tutelle et Curatelle.*

Art. 21.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront admis à exercer la protection des enfants mineurs, des faibles d'esprit et d'autres incapables, ressortissants de l'Etat qui les a nommés; à cet effet les fonctionnaires consulaires

susnommés auront le droit de prendre, dans les limites de la législation locale, toutes les mesures nécessaires qu'ils jugeront utiles.

TITRE III. — *Successions.*

Art. 22.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des deux Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, l'autorité locale compétente devra en donner avis immédiat au fonctionnaire consulaire.

Les fonctionnaires consulaires de leur côte devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils seront informés les premiers du décès.

L'autorité locale compétente devra transmettre dans le plus bref délai au fonctionnaire consulaire une expédition sans frais de l'acte de décès et lui faire connaître ce qu'elle sait au sujet des ayants droits à la succession, de leur résidence, de l'existence de dispositions testamentaires et des biens du défunt.

Art. 23.

Si un italien laisse des biens en Lettonie ou si un letton laisse des biens en Italie et que les ayants droit à sa succession ou certains d'entre eux soient inconnus ou absents, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront qualité pour requérir l'apposition des scellés sur les effets, papiers et autres biens mobiliers du défunt, et assister à l'accomplissement de cette formalité. Ils veilleront à ce que l'autorité compétente recherche s'il y a un testament, et recevront communication de tous renseignements et documents qui leur permettront de retrouver les ayants droit. Ils pourront requérir la confection d'un inventaire et auront, en tous cas, le droit d'y assister. Ils pourront, en outre, s'ils le jugent utile, provoquer la nomination par l'autorité locale compétente d'un administrateur ou curateur de la succession qui sera chois sur leur présentation parmi les personnes désignées par la loi ou l'usage pour remplir cette fonction.

L'administrateur ou curateur, toute les fois qu'il en sera requis, devra communiquer au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire tous renseignements concernant la liquidation de la succession.

L'intervention consulaire ne sera pas admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent ou que tous les héritiers sont présents ou représentés.

Art. 24.

Les dispositions de l'article 23 seront applicables lorsque des ressortissants de l'un des Etats contractants, absents ou incapables, et non représentés, seront intéressés dans une succession ouverte sur le territoire de l'autre Etat, quelle que soit la nationalité du *de cuius*. Mais l'intervention consulaire ne sera plus admise dès que tous les ayants droit de la nationalité de l'Etat qui a nommé l'agent seront présents ou représentés.

Art. 25.

Si un italien laisse des biens en Lettonie ou si un letton laisse des biens en Italie et que l'autorité territoriale estime la valeur de ces biens inférieure:

En Italie à . . . . lire 3500
En Lettonie à . . . . . . lats 1000

le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire pourra se faire remettre ces biens. Il sera seul chargé de la liquidation de la succession, mais ne pourra en transmettre le produits hors du territoire de l'Etat de résidence qu'après le réglement du passif et le payement de toutes taxes qui pourraient être dues.

TITRE IV. — *Navigation maritime et aerienne.*

Art. 26.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront, en se conformant aux réglements du port où se trouvent les fonctionnaires consulaires susmentionnés, faciliter l'entrée et l'expédition des navires battant leur pavillon national et leur prêter leur appui, pendant la durée du séjour dans la circonscription consulaire.

A cet effet ils pourront se rendre personnellement ou envoyer des délégués à bord desdits navires dès que ceux-ci auront été admis en libre pratique, interroger les capitaines, les membres de l'équipage et recueillir des renseignements conformément à l'article 18, des déclarations sur le voyage, la destination et les incidents de la traversée et d'autres déclarations des membres de l'équipage et des passagers, procéder aussi par tous experts de leur confiance à toute vérification en cas d'avarie ou à toute requête en cas de sinistre, prévue par leur loi nationale.

Art. 27.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls seront exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce battant leur pavillon national.

Les contestations de toute nature entre le capitaine, les officiers et les autres membres de l'équipage et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproques contractés seront résolues par les fonctionnaires susvisés, en tant qu'ils y sont qualifiés d'après les lois de l'Etat dont ils relèvent.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public à terre ou dans le port, ou lorsque des personnes ayant la nationalité du Pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouveraient mêlées. Dans tous les autres cas de désordres à bord, les autorités locales se borneront à prêter leur appui aux fonctionnaires consulaires ou aux capitaines, en cas d'absence du consul, s'ils en font requête. En particulier elles auront à ramener à bord tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage et à l'arrêter, à moins qu'il s'agit, dans le dernier cas, d'un ressortissant du Pays. La mise en état d'arrestation aura lieu sur demande écrite adressée aux autorités locales et accompagnée d'un extrait authentique du rôle de l'équipage et sera maintenue pendant deux mois. Si le navire reste plus longtemps dans le port, le détenu doit être ramené à bord jusqu'au départ du navire.

Les frais de l'arrestation et de la détention seront à la charge de l'Etat dont relève le fonctionnaire consulaire.

Art. 28.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront faire arrêter et renvoyer à bord les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie de l'équipage des navires battant le pavillon national, qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle de l'équipage, ou en produisant une copie authentique de ces documents, que les

personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Dans les localités où il n'existe pas de fonctionnaire consulaire, la demande susindiquée pourra être faite par le capitaine lui-même aux mêmes conditions. Sur cette demande ainsi justifiée on donnera aux dits fonctionnaires consulaires et capitaines tout concours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs afin de les conduire à bord.

Toutefois, au cas où le déserteur aurait commis quelque crime ou délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à la remise jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les marins ou tout autre individu de l'équipage ressortissant du Pays dans lequel s'effectuerait la désertion sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 29.

Lorsqu'un navire battant le pavillon d'une des deux Hautes Parties Contractantes fera naufrage ou échouera sur les côtes du territoire de l'autre Haute Partie Contractante, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du consul général, consul et vice-consul.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du fonctionnaire consulaire ou de la personne qu'il déléguérait à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'une des Hautes Parties Contractantes qui feraient naufrage ou échoueraient sur les côtes du territoire de l'autre Partie Contractante, seront dirigées par les consul généraux, consuls et vice-consuls du Pays dont le navire bat le pavillon.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister les fonctionnaires consulaires, ou leurs délégués, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées et pour sauvegarder les intérêts généraux de la navigation.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de droits d'aucune espèce, hors de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés ainsi que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Les marchandises et les effets sauvés ne seront soumis au payement d'aucun droit de douane à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation intérieure.

Art. 30.

A moins d'arrangements contraires entre les parties intéressées au navire et à la cargaison, l'avarie subie en route par le navire d'une des Hautes Parties Contractantes sera réglée par les consuls généraux, consuls et vice-consuls de cette Partie, si le navire fait relâche dans un port de leur circonscription.

Toutefois, l'avarie sera réglée par les autorités du Pays si un sujet du Pays ou d'une tierce Puissance est intéressé et qu'il n'y ait pas eu moyen de régler l'affaire à l'amiable.

Art. 31.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront exercer, en outre, en matière de navigation, les autres fonctions de caractère purement administratif, comptable ou technique qui leur sont confiées par les lois du Pays dont ils relèvent.

Art. 32.

Les dispositions du présent titre s'appliquent, en tant que possible, à la navigation aérienne.

TITRE V. — *Dispositions generales et finales.*

Art. 33.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à accorder à l'autre Partie le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement consulaire ainsi qu'en tout ce qui concerne les attributions, pouvoirs, droits, privilèges et immunités consulaires.

Toutefois aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer en faveur de ses fonctionnaires consulaires des droits, privilèges et immunités autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie.

Art. 34.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de procéder d'un commun accord, par échange de notes, à l'application du présent traité à leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat ou à tous autres territoires soumis à leur souveraineté ou autorité ou à tous territoires sous leur suzeraineté.

Art. 35.

La présente Convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

La présente Convention entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications et elle aura une durée de cinq ans à partir de ce jour. Cependant si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de dix mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une ou l'autre Partie Contractante.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et l'ont munie de leurs sceaux.

FAIT à Rome, le 11 mai mille neuf cent trente deux en deux exemplaires, dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

(*L. S.*) DINO GRANDI (*L. S.*) P. SEYA

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri:*
SUVICH.

REGIO DECRETO-LEGGE 1° giugno 1933, n. 620.

Esecutorietà della Convenzione italo-francese per evitare le doppie imposizioni in materia di tassa di scambio e di imposta sulla cifra di affari.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Visto l'art. 14 del R. decreto-legge 24 dicembre 1931, n. 1562;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione nel Regno alla Convenzione fra l'Italia e la Francia per evitare, all'importazione, le doppie imposizioni in materia di tassa di scambio e di imposta sulla cifra di affari;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri e per le corporazioni, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione fra l'Italia e la Francia per evitare, all'importazione, le doppie imposizioni in materia di tassa di scambio e di imposta sulla cifra di affari, ed al relativo protocollo finale; atti firmati entrambi in Parigi il 3 ottobre 1932.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento Nazionale per la sua conversione in legge, entrerà in vigore ai termini, modi e condizioni stabiliti dall'art. 4 della Convenzione di cui all'art. 1 del presente decreto.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge di conversione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 giugno 1933 - Anno XI
Atti del Governo, registro 333, foglio 87. — MANCINI.

Convention entre l'Italie et la France pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière de taxe sur les échanges et d'impôt sur le chiffre d'affaires.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *le Président de la République Française,* animés du désir d'éviter en matière de taxe sur les échanges et de taxe d'enregistrement en tant qu'elle se substitue à la taxe sur les échanges, de taxe à l'importation, d'impôt sur le chiffre d'affaires, de taxes uniques ou de remplacement, les doubles impositions qui peuvent résulter du décret-loi italien du 24 décembre 1931, n. 1562 (article 14) et de la loi française du 31 mars 1932 (article 32), ont décidé de conclure une Convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Vincenzo Rogari, Directeur général au Ministère des Finances;

et M. Erasmo Caravale, Conseiller commercial de l'Ambassade d'Italie à Paris;

Le Président de la République Française:

M. Marcel Borduge, ancien Conseiller d'Etat, Directeur général hors cadres au Ministère des Finances;

M. Pierre Chaudun, Conseiller d'Etat, Directeur général des Douanes;

M. Henri Deroy, Directeur général des Contributions indirectes;

et M. Yves Bouthillier, Directeur du Contrôle des Administrations financières et des Dépenses engagées,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes:

Art. 1.

La présente Convention s'applique:

A) *Pour l'Italie,* à la taxe sur les échanges perçue à l'occasion de l'importation et à la taxe d'enregistrement, en tant qu'elle se substitue à la taxe sur les échanges.

B) *Pour la France,* aux taxes perçues à l'importation au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires, des taxes uniques ou des taxes de remplacement.

Art. 2.

§ 1. Pour la détermination du taux de la taxe sur les échanges ou de la taxe d'enregistrement sur les produits ou objets semi-finis et sur les produits ou objets fabriqués originaires de France, le Gouvernement italien tiendra compte des impositions successives que lesdits produits ou objets ont supportés en France, avant leur exportation, au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires, des taxes uniques ou des taxes de remplacement.

Pour la détermination du taux de la taxe à l'importation sur les produits ou objets semi-finis et sur les produits ou objets fabriqués originaires d'Italie, le Gouvernement français tiendra compte des impositions successives que lesdits produits ou objets ont supportées en Italie, avant leur exportation, au titre de la taxe sur les échanges et de la taxe d'enregistrement en tant qu'elle substitue à la précédente.

§ 2. Mais, en aucun cas, le montant de la taxe à percevoir lors de l'importation de marchandises dans l'un des deux pays, ne pourra être inférieur à celui qui résulterait de l'application du taux prévu, à l'intérieur de ce pays, pour la vente des produits nationaux de même espèce.

§ 3. Il est entendu, toutefois, que les exonérations de taxe sur les échanges ou d'impôt sur le chiffre d'affaires dont bénéficient, à l'intérieur de chacun des deux pays, les produits nationaux, seront étendues aux produits de même espèce importés de l'autre pays.

Art. 3.

Après examen de la législation respective des deux pays, il a été reconnu que, dans l'état actuel des textes, les produits ou objets semi-finis et les produits ou objets fabriqués ont, dans l'ensemble, supporté dans le pays exportateur une charge égale à celle que les produits ou objets de même nature ont subie dans l'autre pays. Chacune des deux Hautes Parties contractantes se déclare donc d'accord pour renoncer à appliquer aux produits de l'autre Haute Partie contractante les relèvements de taux prévus dans les dispositions légales mentionnées au préambule de la Convention.

Art. 4.

§ 1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratifications seront échangés à Rome dans les plus bref délai.

§ 2. La Convention entrera en vigueur le quatrième jour qui suivra la date de l'échange des ratifications.

§ 3. Elle pourra cesser de produire ses effets à la condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, en double exemplaires, le trois octobre mil neuf cent trentedeux.

(*L. S.*) V. ROGARI
(*L. S.*) CARAVALE

(*L. S.*) M. BORDUGE
(*L. S.*) PIERRE CHAUDUN
(*L. S.*) HENRY DEROY
(*L. S.*) Y. BOUTHILLIER

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes, qui forment partie intégrante de la Convention:

I.

Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2, il est précisé que la taxe minimum est celle qui correspond à une seule opération de vente ou d'échange; en particulier, dans le cas ou la taxe sur le chiffre d'affaires en France et la taxe sur les échanges en Italie sont perçues sous forme de taxe unique, ou de taxe de remplacement, la vente ou l'échange à considérer est celui qui supporte l'impôt le plus élevé.

II.

§ 1. Dans le cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes apporterait des changements à sa législation fiscale, les rajustements des dispositions de la présente Convention seraient effectués, dans l'esprit de celle ci, par accord entre les Administrations compétentes des deux Etats.

§ 2. Ces accords modificatifs ou complémentaires feraient l'objet de notes échangées par la voie diplomatique.

III.

Les Administrations compétentes des duex Etats ordonneront toutes mesures nécessaires pour éviter les abus et pour assurer l'exacte application de la présente Convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le trois octobre mil neuf cent trentedeux.

V. ROGARI
CARAVALE

M. BORDUGE
PIERRE CHAUDUN
HENRI DEROY
Y. BOUTHILLER

Visto d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
SUVICH.

REGIO DECRETO 8 giugno 1933, n. 621.

Norme di coordinamento e di attuazione della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, che modifica l'ordinamento degli ufficiali giudiziari.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 15 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, che apporta modificazioni all'ordinamento degli ufficiali giudiziari;

Visto l'art. 3, n. 1, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la grazia e giustizia, di concerto con il Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Per il computo del minimo dei proventi annualmente garantito agli ufficiali giudiziari, ai sensi dell'art. 1 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, si sommano i proventi che, previa la riduzione del dodici per cento, di cui al R. decreto 29 dicembre 1930, n. 1780, siano stati riscossi dagli ufficiali giudiziari sugli atti compiuti e sulle commissioni comunque ricevute, escluse soltanto le indennità di trasferta, e si detrae dall'ammontare complessivo la tassa del dieci per cento stabilita dall'art. 2 della stessa legge.

Art. 2.

Per ottenere l'abbreviazione e il riconoscimento anticipato di un quadriennio di anzianità di servizio, giusta il primo capoverso dell'art. 1 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675:

1° il requisito di legionario fiumano deve essere provato mediante il foglio di congedo relativo a tale qualità od altro documento equipollente rilasciato dalle autorità del luogo e del tempo, ovvero mediante gli stati di servizio o i fogli matricolari nei quali siano state riportate le annotazioni relative al periodo di servizio prestato nelle formazioni fiumane, ovvero anche mediante attestazione del Comando del distretto militare a cui l'interessato appartiene, rilasciata in base agli anzidetti stati di servizio o fogli matricolari;

2° il requisito di avere partecipato ad azioni per la causa nazionale nel periodo dal 23 marzo 1919 al 31 ottobre 1922, se si riferisce alla Marcia su Roma, deve essere provato mediante il brevetto rilasciato dal Direttorio nazionale del Partito Nazionale Fascista, e, se si riferisce ad altra azione, deve essere provato mediante attestazione del segretario della competente Federazione dei Fasci di combattimento, ratificata dal Direttorio nazionale e contenente la data e l'indicazione specifica dell'azione a cui partecipò l'ufficiale giudiziario.

All'esame della validità e dell'efficacia dei titoli suddetti provvede con decreto non soggetto a ricorso, sentito il pubblico ministero, il primo presidente della Corte o il presidente della Sezione autonoma della Corte d'appello.

Art. 3.

La sopratassa del dieci per cento a carico delle parti, di cui all'art. 57 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, nonchè la tassa erariale del dieci per cento a carico dell'ufficiale giudiziario, istituita dall'articolo 2 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, quando si riferiscono ai diritti di chiamata di causa, sono riscosse mediante applicazione di marche del valore corrispondente sulla madre di un apposito bollettario conforme al modello allegato al presente decreto, e vistato e numerato in precedenza dal cancelliere dell'ufficio cui l'ufficiale giudiziario è addetto.

Art. 4.

Agli effetti del pagamento della tassa di cui all'art. 2, parte prima, della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, e del versamento allo Stato delle quote di cui al successivo art. 3, vanno detratte dai proventi le spese che l'ufficiale giudiziario sopporta per i commessi temporaneamente mantenuti in servizio ai sensi dell'art. 14 della predetta legge.

Tali spese sono calcolate nella misura del venticinque per cento dell'ammontare complessivo dei diritti e delle indennità di trasferta nel caso dell'art. 2, parte prima, e dell'am-

montare complessivo dei proventi, escluse le indennità di trasferta, nel caso dell'art. 3.

Tuttavia la detrazione, nella misura di cui al comma precedente, è consentita solo quando l'ammontare dei proventi supera le L. 15.000 annue ed è calcolata in base alla suindicata percentuale sulla sola parte dei proventi che eccede questa somma. In nessun caso l'importo dell'anzidetta detrazione può essere superiore, nel suo complesso, a L. 6000 annue per ciascun commesso, di cui l'ufficiale giudiziario si avvale.

Nel procedere annualmente alle operazioni prescritte nell'art. 5, capoverso primo, della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, il procuratore del registro liquida anche, a favore dell'ufficiale giudiziario, le somme a cui il medesimo avesse in definitiva diritto per effetto dell'applicazione delle norme di questo articolo.

In caso di contestazione, si osservano le disposizioni dell'art. 5, capoverso secondo, della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, e, in quanto applicabili, quelle dell'art. 6 del presente decreto.

Art. 5.

In caso di comunione dei proventi, la somma che ogni ufficiale giudiziario deve versare all'ufficio del registro in ciascun mese a norma dell'art. 4, capoverso secondo, della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, è stabilita dal cancelliere in base al verbale di reparto, depositato mensilmente in cancelleria a cura dell'incaricato degli ufficiali giudiziari ai sensi dell'art. 105 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, nonchè in base all'estratto del repertorio, verificato conforme, che deve consistere in un prospetto riassuntivo dei totali, distinti per voci, di tutte le percezioni segnate al repertorio stesso nel mese precedente.

Qualora risulti che non sia dovuto alcun pagamento, il cancelliere deve apporre analoga annotazione al repertorio.

La determinazione fatta dal cancelliere è provvisoriamente esecutiva, salvo reclamo in sede di liquidazione annuale, ai sensi dell'art. 5 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675.

Art. 6.

Il procuratore del registro, dopo aver ricevuto il repertorio dell'anno precedente ai sensi dell'art. 5 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, se non ritiene esatte le annotazioni in esso iscritte o non regolari i versamenti, per mezzo del cancelliere comunica i propri rilievi all'ufficiale giudiziaro interessato nel termine di giorni quindici dalla ricezione del repertorio.

I rilievi si ritengono accettati, se l'ufficiale giudiziario, entro cinque giorni dalla comunicazione, non li abbia contestati mediante ricorso in doppio originale, depositato nella cancelleria.

Qualora il procuratore del registro nel procedere alla liquidazione riconosca che l'ufficiale giudiziario abbia percepito somme maggiori di quelle spettantigli, lo invita a versare la differenza in un termine non minore di giorni dieci dalla comunicazione dell'avviso che deve essere fatta per mezzo del cancelliere; e nello stesso termine prefissogli l'ufficiale giudiziario può fare opposizione con le modalità stabilite nel precedente capoverso.

Tale opposizione sospende ogni ulteriore procedura di riscossione nei limiti della somma in contestazione.

Ha pure facoltà di ricorrere con la stessa procedura, non oltre il mese di febbraio, l'ufficiale giudiziario che pretenda una differenza in suo favore, qualora non ne sia stato disposto il pagamento dal procuratore del registro entro il mese di gennaio a norma del citato art. 5, capoverso primo.

A cura del cancelliere un esemplare del ricorso, come sopra depositato, è trasmesso al procuratore del registro e l'altro al magistrato competente a norma dello stesso art. 5.

Sul ricorso si provvede con decreto non soggetto ad impugnazione e senza formalità di procedura, sentiti in ogni caso il pubblico ministero e, ove si creda, anche le parti interessate.

La decisione è comunicata all'ufficiale giudiziario per mezzo del cancelliere dell'ufficio a cui lo stesso è addetto, nonchè al procuratore del registro, e, in caso di rigetto della opposizione di cui al secondo capoverso, deve anche contenere l'assegnazione di un nuovo termine per il pagamento.

Il procuratore del registro, prima di restituire il repertorio alla cancelleria, vi appone il suo visto con le eventuali osservazioni.

Art. 7.

Agli effetti delle disposizioni contenute negli articoli 4 e 5 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, in caso di tramutamento, l'ufficiale giudiziario, prima di lasciare l'ufficio, deve depositare nella cancelleria il repertorio e l'estratto relativo alle iscrizioni fino a quel momento eseguite. L'uno e l'altro a cura del cancelliere sono trasmessi alla fine del mese in corso alla cancelleria della nuova sede insieme con lo stato di reparto, quando ne ricorra la ipotesi.

Ogni ulteriore attribuzione, sia in ordine alla determinazione mensile del versamento, sia riguardo alla liquidazione annuale, spetta al cancelliere e al procuratore del registro della nuova sede.

In caso di cessazione dalla carica per morte, per dispensa dal servizio, per collocamento a riposo, o per destituzione, la liquidazione definitiva è effettuata nel mese successivo a quello della cessazione.

Eseguiti gli atti di sua competenza, il procuratore del registro provvede alla restituzione dei repertori alle cancellerie degli uffici ai quali rispettivamente si riferiscono.

Art. 8.

Decorso il termine di giorni dieci stabilito nell'ingiunzione senza che sia stato eseguito il pagamento di cui agli articoli 4, 5 e 8 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, il procuratore del registro ne dà comunicazione al primo presidente della Corte o al presidente del Tribunale, secondo la competenza, per il provvedimento di sospensione, di cui all'art. 6 della legge stessa.

Tale sospensione importa la cessazione temporanea dall'esercizio delle funzioni di ufficiale giudiziario e la privazione delle indennità supplementari proporzionalmente alla sua durata, e non dà diritto al trattamento economico di cui agli articoli 139, capoverso terzo, e 141 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271.

Decorsi tre mesi dalla dichiarazione della sospensione senza che questa sia stata revocata, su proposta del primo presidente della Corte o del procuratore generale, l'ufficiale giudiziario può essere dispensato dal servizio con decreto Ministeriale, esclusa qualsiasi formalità di procedura.

La dispensa non può pronunciarsi qualora sia in corso un procedimento disciplinare, finchè questo non sia esaurito.

L'ufficiale giudiziario dispensato pel solo fatto del mancato pagamento deve essere riammesso in servizio, qualora abbia effettuato il pagamento, la cui mancanza dette luogo alla sospensione, e ciò senza pregiudizio dell'azione disciplinare, giusta l'art. 6 della citata legge 22 dicembre 1932, n. 1675.

Art. 9.

Alla presentazione degli atti e del repertorio per la verifica e per il visto, il cancelliere o il funzionario di cancelleria delegato deve:

1° verificare la regolarità della specifica in base alle tariffe, alle altre norme in vigore e alla tavola poliometrica comunale;

2° verificare se le annotazioni al repertorio corrispondano alle specifiche risultanti dagli atti;

3° verificare la esatta applicazione delle marche da bollo in conformità dell'art. 57 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, e dell'art. 2 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, nonchè la esatta osservanza delle altre norme vigenti in materia fiscale;

4° apporre sul repertorio, sugli atti originali e sulle copie il visto con la data e la firma, dopo avere accertato se il numero delle copie corrisponda a quello richiesto e dopo avere specificato sull'originale il numero delle copie vistate;

5° denunziare le eventuali infrazioni al magistrato dirigente l'ufficio.

L'ufficiale giudiziario, che nel termine prescritto non presenta al cancelliere per la verifica e il visto gli atti insieme col repertorio, è punito ai termini dell'art. 68 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271.

Qualora concorrano gravi ed eccezionali ragioni, negli uffici di maggiore importanza, con decreto motivato del primo presidente della Corte o del presidente della Sezione autonoma di Corte d'appello, da annotarsi nella colonna delle osservazioni, può essere autorizzata temporaneamente o permanentemente per determinate specie di atti la iscrizione a repertorio e presentazione al visto in un termine non maggiore di giorni cinque successivi a quello dell'esecuzione.

I diritti di chiamata di causa possono essere iscritti a repertorio a fine di ciascun mese con la sola indicazione dell'ammontare complessivo, risultante dal relativo bollettario, che deve essere presentato al cancelliere insieme con il repertorio stesso per la verifica e il visto.

Art. 10.

Il provvedimento di sospensione per mancato pagamento, pronunciato a termini dell'art. 6 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, non esclude la esecuzione di qualsiasi altro provvedimento di sospensione disciplinare a carico dell'ufficiale giudiziario, ma tale esecuzione, se non ancora si trovi iniziata, è rimandata, e, se già iniziata, è sospesa fino a che non sia stata revocata la sospensione per mancato pagamento.

Per le infrazioni previste dal primo comma dell'art. 8 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, quando la gravità dei fatti lo esiga, può ordinarsi la immediata sospensione dell'ufficiale giudiziario, anche prima che siasi iniziato procedimento disciplinare, oltre che dal Ministro per la grazia e giustizia, dal primo presidente della Corte d'appello in tutti i casi e dal presidente del Tribunale soltanto se si tratti di ufficiale giudiziario della pretura o del Tribunale, sempre sentito il pubblico ministero.

Dalle stesse autorità e con le stesse formalità si provvede alla eventuale revocazione della ordinata sospensione.

Qualora il procedimento disciplinare si definisca con la pronuncia della sospensione, deve essere computato il periodo della sospensione provvisoriamente sofferta.

Art. 11.

Gli atti di cui all'art. 9 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, nella sede distaccata di pretura e Comuni aggregati, sono compiuti esclusivamente dall'usciere di conciliazione se relativi ad affari di competenza della sede stessa; negli altri casi possono compiersi indistintamente dall'usciere di conciliazione e dall'ufficiale giudiziario.

L'usciere di conciliazione deve tenere un apposito repertorio per la iscrizione di tutti gli atti richiesti e di tutte le commissioni ricevute nell'esercizio di dette funzioni. La verifica, il visto e la vigilanza spettano a chi adempie le funzioni di cancelliere nella sede distaccata, ed allo stesso nei primi cinque giorni di ogni anno deve essere consegnato il repertorio per la trasmissione al procuratore del registro nei termini e agli effetti dell'art. 5 della citata legge.

Il procuratore del registro, dopo gli adempimenti di sua competenza, restituisce il repertorio direttamente alla cancelleria della pretura dove rimane depositato.

Art. 12.

Non compete la percentuale del dieci per cento sui crediti ricuperati dall'Erario sui campioni civili, penali e amministrativi all'usciere di conciliazione e a qualsiasi altra persona, che abbia comunque adempiuto alle funzioni di ufficiale giudiziario senza averne la nomina.

Art. 13.

All'usciere di conciliazione, che adempia funzioni di ufficiale giudiziario nella sede distaccata di pretura, nonchè alle persone incaricate delle funzioni di ufficiale giudiziario, nel caso previsto dall'art. 91 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, sono applicabili le norme contenute negli articoli 2, 3, 4, 5, 6, 8 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, e negli articoli 3, 4, 5, 6, 7, 8 e 9 del presente decreto.

Peraltro, per quanto si riferisce all'usciere di conciliazione, tutte le attribuzioni relative alla sorveglianza, alla verifica, al visto e agli altri adempimenti spettanti al cancelliere della pretura sono esercitate nella sede distaccata di pretura da chi vi adempie le funzioni di cancelliere; ed alla sospensione prevista dall'art. 6 della citata legge provvede con suo decreto il presidente del Tribunale, il quale può anche revocare immediatamente l'usciere di conciliazione dalle funzioni di ufficiale giudiziario, sentito in ogni caso il pubblico ministero.

Per quanto si riferisce alle altre persone di cui all'art. 91 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, la sospensione e la revoca anche immediata dall'incarico è dichiarata, sentito il pubblico ministero, dal primo presidente della Corte d'appello, il quale, se del caso, provvede con lo stesso decreto alla sostituzione.

Le sanzioni pecuniarie previste dagli articoli 2, capoverso primo, 8, capoverso secondo, e 10, capoverso ultimo, della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, sono inflitte all'usciere di conciliazione dal pretore ed alle persone indicate nel capoverso precedente dal capo dell'ufficio presso cui esse prestano servizio.

Art. 14.

Per la notificazione degli atti col mezzo della posta in località non dotata di normale servizio di recapito di corrispondenza, l'ufficiale giudiziario, in aggiunta alle forme stabilite dal testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, è tenuto a richiedere la spedizione del piego per « espresso » ed a versare i relativi diritti e le tasse supplementari.

Art. 15.

Il diritto d'urgenza è dovuto all'ufficiale giudiziario anche per gli atti di protesto, purchè ricorrano le condizioni stabilite nell'art. 11 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675.

Ogni richiesta d'urgenza deve essere scritta e firmata sull'atto originale che si restituisce alla parte e deve essere munita della data con l'indicazione dell'ora.

La disposizione dell'ultimo capoverso del citato art. 11 non si applica quando gli atti siano richiesti dalla stessa persona, ma per conto e nell'interesse di parti diverse, nè quando l'ufficiale giudiziario li debba compiere in Comuni diversi, ovvero, compiendoli nello stesso Comune, sia co-

stretto a percorrere tra un posto e l'altro, per la via più breve, una distanza eccedente i cinquecento metri.

La disposizione dell'art. 65 del testo organico, approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, si applica anche alle indennità di trasferta stabilite nell'art. 11, capoverso secondo, della legge 22 dicembre 1932, n. 1675.

Art. 16.

Il cancelliere è tenuto a vigilare sulla osservanza, da parte dell'ufficiale giudiziario, delle prescrizioni di cui all'art. 12 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, nonchè a riferire al capo dell'ufficio le eventuali inadempienze, per l'applicazione del disposto dell'art. 129 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271.

Art. 17.

Fino a che non verrà a cessare, a termini dell'art. 14 della legge 22 dicembre 1932 n. 1675, la facoltà concessa agli ufficiali giudiziari di valersi dell'opera dei commessi, il pubblico ministero sarà sentito in ogni caso di richiesta di autorizzazione o di revoca.

La revoca può essere pronunciata a richiesta dell'ufficiale giudiziario, del pubblico ministero o di ufficio, purchè non ostino ragioni di servizio, che devono essere tenute particolarmente presenti.

Art. 18.

L'ufficiale giudiziario, che per qualsiasi motivo presti servizio per una parte dell'anno, è tenuto al versamento di cui all'art. 3 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, nel solo caso in cui l'importo dei proventi riscossi nel periodo del prestato servizio ecceda il rateo calcolato in base a L. 2500 o L. 4000 mensili di cui all'art. 4 della su citata legge.

Art. 19.

Agli effetti della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, il diritto fisso di cui all'art. 81 del testo organico approvato con R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, per le notificazioni degli atti col mezzo della posta si considera come indennità di trasferta.

Disposizioni transitorie e finali.

Art. 20.

L'indennità a titolo di supplemento per l'anno 1933 deve essere rapportata per sei dodicesimi al minimo dei proventi garantiti con l'art. 1 del testo organico approvato con Regio decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, e per gli altri sei dodicesimi al minimo garantito con l'art. 1 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675.

Il versamento allo Stato, stabilito dall'art. 3 della legge medesima sulla parte dei proventi eccedente la somma annua di L. 30.000 o di L. 48.000, è dovuto per il semestre 1° luglio-31 dicembre 1933 sulla parte eccedente rispettivamente la somma di L. 15.000 o di L. 24.000.

Art. 21.

Tutte le disposizioni che non siano incompatibili con quelle del presente decreto rimangono in vigore, salva la facoltà del Governo del Re di emanare con successivi decreti le ulteriori norme di attuazione, di coordinamento e di integrazione che si ritenessero opportune e di pubblicare il testo unico, in conformità di quanto è disposto dall'art. 15 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675.

Art. 22.

Il presente decreto entra in vigore il 1° luglio 1933.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 giugno 1933 - Anno XI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE FRANCISCI — JUNG.

Visto, *il Guardasigilli*: DE FRANCISCI.
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *giugno* 1933 - *Anno XI*
Atti del Governo, registro 333, *foglio* 78. — MANCINI.

Art. 3 del R decreto 8-VI-1933, n. 621

BOLLETTARIO PER I DIRITTI DI CHIAMATA DI CAUSA

tenuto

dall'Ufficiale giudiziario ....

addetto a ....

AVVERTENZA

Le marche per la soprattassa del 10 % prevista dall'art. 57 del R. decreto 28 dicembre 1924, n. 2271, e per la tassa erariale pure del 10 % istituita dall'art. 2 della legge 22 dicembre 1932, n. 1675, sono apposte sul retro della matrice della bolletta.

Il presente bollettario si compone di N. .... fogli numerati e vidimati dal sottoscritto cancelliere prima di essere posto in uso.

.... lì .... 19.. - Anno ....

Il Cancelliere

....

N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Marca di quietanza L. 0,10	N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Spazio destinato all'applicazione delle marche di cui all'art. 3 del R. D. ....
N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Marca di quietanza L. 0,10	N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Spazio destinato all'applicazione delle marche di cui all'art. 3 del R. D. ....
N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Marca di quietanza L. 0,10	N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Spazio destinato all'applicazione delle marche di cui all'art. 3 del R. D. ....
N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Marca di quietanza L. 0,10	N. ... Il ..... 19.. Anno .. Il Sig. Avv. .... ha pagato .... per diritto di chiamata nella causa tra .... *L'Ufficiale giudiziario.*	Spazio destinato all'applicazione delle marche di cui all'art. 3 del R. D. ....
A riportarsi	*(Recto)*		*Verso della matrice*

DECRETO MINISTERIALE 14 giugno 1933.

Proroga al 30 giugno 1934 del termine per la riscossione del contributo sulle merci imbarcate e sbarcate in alcuni porti del Regno.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER LE FINANZE
E PER LE CORPORAZIONI

Visto l'art. 5 del R. decreto-legge 1° febbraio 1925, n. 232, convertito in legge 21 marzo 1926, n. 597, relativo alla istituzione degli Uffici del lavoro nei porti del Regno;

Visto il decreto interministeriale 15 giugno 1925, con il quale si autorizzava l'Ufficio del lavoro portuale di Livorno a riscuotere, per le spese del suo funzionamento e per le spese di vigilanza, una contribuzione di centesimi dieci su ogni tonnellata di merce imbarcata e sbarcata, limitatamente al periodo 22 giugno 1925-30 giugno 1926, ed i successivi decreti di proroga in data 28 giugno 1926, 25 giugno 1927, 30 dicembre 1927, 30 giugno 1928, 30 dicembre 1928, 30 dicembre 1929, 30 giugno 1930, 31 dicembre 1930, 30 giugno 1931 e 30 settembre 1931;

Visti i decreti interministeriali 4 e 18 gennaio 1926, 16, 18, 24 febbraio 1926, 4 marzo 1926, con i quali si autorizzavano gli Uffici del lavoro portuale di Savona, La Spezia, Trapani, Catania, Civitavecchia, Messina, Salerno, Siracusa, Palermo, Ancona, Porto Empedocle, Bari, Imperia e Brindisi a riscuotere il suddetto contributo fino al 20 febbraio 1927, ed i successivi decreti di proroga in data 24 febbraio 1927, 30 dicembre 1927, 30 giugno 1928, 30 dicembre 1928, 30 dicembre 1929, 30 giugno 1930, 31 dicembre 1930, 30 giugno 1931 e 30 settembre 1931;

Visto il decreto interministeriale 15 settembre 1928, con il quale si autorizzava l'Ufficio del lavoro portuale di Cagliari a riscuotere il predetto contributo limitatamente al periodo 1° ottobre 1928-31 dicembre 1928, ed i successivi decreti di proroga in data 30 dicembre 1928, 30 dicembre 1929, 30 giugno 1930, 31 dicembre 1930, 30 giugno 1931 e 30 settembre 1931;

Visto il decreto interministeriale 30 dicembre 1929, con il quale si autorizzavano gli Uffici del lavoro portuale di Porto S. Stefano, Molfetta, Barletta, Fiume, Torre Annunziata, Ravenna, Reggio Calabria, Taranto e Castellammare di Stabia a riscuotere il suddetto contributo limitatamente al periodo 1° febbraio 1930-30 giugno 1930, ed i successivi decreti di proroga 30 giugno 1930, 31 dicembre 1930, 30 giugno 1931 e 30 settembre 1931;

Visto il decreto interministeriale 20 gennaio 1932, col quale si autorizzava l'Ufficio del lavoro portuale di Trieste a riscuotere il contributo di centesimi cinque per ogni tonnellata di merce imbarcata e sbarcata limitatamente al periodo 1° gennaio 1932-30 giugno 1933;

Decreta:

Articolo unico.

Il termine per la riscossione del contributo di centesimi dieci per ogni tonnellata di merce imbarcata e sbarcata nei porti di Livorno, Savona, La Spezia, Trapani, Catania, Civitavecchia, Messina, Salerno, Siracusa, Palermo, Ancona, Porto Empedocle, Bari, Imperia, Brindisi, Cagliari, Porto S. Stefano, Molfetta, Barletta, Fiume, Torre Annunziata, Ravenna, Reggio Calabria, Taranto e Castellammare di Stabia, e di centesimi cinque per ogni tonnellata di merce imbarcata e sbarcata nel porto di Trieste è prorogato al 30 giugno 1934.

Roma, addì 14 giugno 1933 - Anno XI

Il Ministro per le comunicazioni:
CIANO.

Il Ministro per le finanze:
JUNG.

p. *Il Ministro per le corporazioni:*
BIAGI.

(2307)

DECRETI PREFETTIZI:

Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 11419-2427-29 V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del paragrafo 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Blazic Renato di Giuseppe, nato a Trieste il 5 settembre 1896 e residente a Trieste, via Molin a Vento n. 19, è restituito nella forma italiana di « Biagi ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Marina Blazic nata Postogna di Giovanni, nata il 20 aprile 1895, moglie.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al paragrafo 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi paragrafi 4 e 5.

Trieste, addì 29 ottobre 1931 - Anno X

Il prefetto: PORRO.

(9342)

N. 11419-2426-29 V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del paragrafo 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Blazic Rodolfo di Stefano, nato a Trieste il 2 settembre 1894 e residente a Trieste, via A. Vespucci n. 8, è restituito nella forma italiana di « Biagi ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

1. Aurelia Blazic nata Saina di Giuseppe, nata il 15 gennaio 1898, moglie;
2. Giuseppe di Rodolfo, nato il 7 gennaio 1922, figlio;
3. Edoardo di Rodolfo, nato il 12 agosto 1920, figlio.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al paragrafo 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi paragrafi 4 e 5.

Trieste, addì 29 ottobre 1931 - Anno X

Il prefetto: PORRO.

(9343)

N. 11419-2424-29 V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del paragrafo 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Blazic Stefano fu Matteo, nato a Opacchiasella il 25 dicembre 1861 e residente a Trieste, via Scuola nuova n. 6, è restituito nella forma italiana di « Biagi ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Maria Blazic nata Trobec di Francesco, nata il 16 agosto 1871, moglie.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al paragrafo 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi paragrafi 4 e 5.

Trieste, addì 29 ottobre 1931 - Anno X

Il prefetto: PORRO.

(9344)

N. 11419-2422-29 V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del paragrafo 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Blazic Vladimiro di Stefano, nato a Trieste il 2 marzo 1904 e residente a Trieste, Campo San Giacomo n. 5, è restituito nella forma italiana di « Biagi ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Albina Blazic nata Sila di Antonio, nata il 18 ottobre 1909, moglie.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al paragrafo 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi paragrafi 4 e 5.

Trieste, addì 29 ottobre 1931 - Anno X

Il prefetto: PORRO.

(9345)

N. 11419-2428-29 V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del paragrafo 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome della sig.a Blazich Lidia di Stefano, nata a Trieste il 10 dicembre 1898 e residente a Trieste, via Cancellieri n. 23, è restituito nella forma italiana di « Biagi ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Maria di Lidia, nata il 4 aprile 1926, figlia.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessata nei modi indicati al paragrafo 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi paragrafi 4 e 5.

Trieste, addì 29 ottobre 1931 - Anno X

Il prefetto: PORRO.

(9346)

N. 11419-2420-29 V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del paragrafo 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Blasich Luigi fu Stefano, nato a Trieste il 10 luglio 1870 e residente a Trieste, via Kandler n. 5, è restituito nella forma italiana di « Biagi ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

Guido di Luigi, nato il 22 marzo 1913, figlio.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al paragrafo 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926 ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi paragrafi 4 e 5.

Trieste, addì 29 ottobre 1931 - Anno X

Il prefetto: PORRO.

(9347)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Scambio di ratifiche fra l'Italia e l'Ungheria.

Addì 13 giugno 1933-XI si è proceduto in Roma allo scambio delle ratifiche degli Accordi fra l'Italia e l'Ungheria in data 12 novembre 1932, per regolare alcune questioni di carattere finanziario derivate dalla guerra.

(2313)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Accordo concernente lo scambio dei pacchi postali tra l'Italia e la Palestina.

Arrangement
pour l'échange direct des colis postaux entre l'Office Postal de Palestine et l'Office Postal de l'Italie.

Afin d'établir un échange direct de colis postaux entre la Palestine et l'Italie, les soussignés ont d'un commun accord et sous réserve d'approbation par l'autorité supérieure compétente arrêté l'Arrangement suivant:

Article I.

Limites de poids et de dimensions.

1. — Les Administrations des Postes de Palestine et de l'Italie consentent à effectuer un échange direct régulier de colis postaux dont le poids maximum est fixé à dix kilogrammes avec les coupures de poids suivantes:

Colis à destination de Palestine:
(i) jusqu'à 1 kilogramme,
(ii) de plus de 1 kilogramme jusqu'à 3 kilogrammes,
(iii) de plus de 3 kilogrammes jusqu'à 5 kilogrammes,
(iv) de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

Colis à destination de l'Italie:
(i) jusqu'à 1 kilogramme,
(ii) de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes,
(iii) de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

2. — Aucun colis ne peut avoir plus de 1 m. 05 en longuer et 55 décimètres cubes en volume.
3. — Sauf en cas d'erreur manifeste, la manière de voir du bureau expéditeur est acceptée en ce qui concerne le calcul exact du poids et de la dimension d'un colis.

Article II.

Transit des colis.

Les Administration de Palestine et de l'Italie garantissent le droit de transit sur leur territoire réspectif des colis de ou pour un pays étranger. Elles les acheminent par les voies et moyens qu'elles emploient pour leurs propres colis. Ces colis sont soumis aux stipulations du présent Arrangement et du Règlement y annexé pour autant qu'elles leur sont applicables.

Article III.

Affranchissement - Taxes.

1. — L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, excepté dans le cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine.
2. — La taxe est composée des droits revenant à chaque Administration participant au transport territorial ou maritime. Elle comprend également, s'il y a lieu, la taxe prévue à l'Article V ci-après.

Article IV.

(a) *Droit terminal (départ et arrivée).*

(b) *Droit de transit.*

1. — Le droit terminal de l'Administration de Palestine est fixé à:
0 fr. 75 pour les colis jusqu'à 1 kilogramme;
1 fr. 10 pour les colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 3 kilogrammes;
1 fr. 50 pour les colis de plus de 3 kilogrammes jusqu'à 5 kilogrammes;
3 fr. 00 pour les colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.
2. — Le droit terminal pour l'Administration de l'Italie est fixé à:
0 fr. 85 pour les colis jusqu'à poids de 1 kilogramme;
1 fr. 25 pour les colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes;
2 fr 25. pour les colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.
3. — Le droit de transit de l'Administration de Palestine est fixé à:
0 fr. 30 pour les colis jusqu'à poids de 1 kilogramme;
0 fr. 50 pour les colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes;
1 fr. 00 pour les colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.
4. — Le droit de transit pour l'Administration de l'Italie est fixé à:
0 fr. 30 pour les colis jusqu'à poids de 1 Kilogramme;
0 fr. 50 pour les colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes;
1 fr. 00 pour les colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

Article V.

Droit maritime.

Chaque Administration en cause a le droit de fixer une taxe pour tout service maritime assuré par ses soins.

Article VI.

Droit de dédouanement.

L'Administration destinataire peut percevoir un droit de dédouanement de 50 centimes au maximum par colis.

Article VII.

Droit de remise à domicile.

L'Administration destinataire est autorisée à percevoir pour la remise à domicile un droit égal à celui qui est fixé dans son service intérieur, avec un maximum de 50 centimes par colis.

Article VIII.

Droit de douane et autres droits.

Les droits de douane ou autres droits non postaux sont acquittés par les destinataires des colis sauf pour les cas spéciaux prévus dans le présent Arrangement.

Article IX.

Droit de magasinage.

Les Administrations en cause peuvent percevoir le droit de magasinage fixé par leur législation intérieure pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits.
Ce droit ne peut en aucun cas excéder 5 francs.

Article X.

Prohibitions.

1. — Il est interdit d'insérer dans les colis postaux:
a) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses, y compris des capsules et cartouches métalliques chargés et des allumettes;
b) des objets d'une nature obscène ou immorale;
c) des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres;
d) des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ainsi que des objets de correspondance de toute nature portant une autre adresse que celle du destinataire du colis.
Il est permis cependant d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ces énonciations constitutives de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur;
e) des animaux vivants, à l'exception des abeilles qui doivent être insérées dans des boites de façon à éviter tout danger aux agents postaux et permettre la vérification du contenu.
2. — Il est interdit d'expédier des pièces monnayées, de l'or ou de l'argent, manufacturé ou non, et d'autres objets précieux dans les colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.
3. — Les colis admis à tort à l'expédition sont renvoyés à l'Administration d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination est autorisée par sa legislation à en disposer autrement. Dans cette dernière éventualité, l'Administration expéditrice doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué au colis.

Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entrainer le renvoi à l'expéditeur.

4. — Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés à l'Administration d'origine; ils sont confisqués pour qu'il en soit disposé suivant la legislation intérieure de l'Administration qui a procédé à la confiscation.

Article XI.

Avis de réception.

L'expéditeur peut pour les colis avec valeur déclarée seulement obtenir un avis de réception dans les conditions fixées par la Convention de l'Union postale.

Article XII.

Réexpédition.

1. — Un colis peut être réexpédié par suite du changement de résidence du destinataire dans le territoire du pays de destination. L'Administration de ce pays peut percevoir de ce fait une taxe de réexpédition basée sur sa législation intérieure. De même un colis peut être réexpédié de l'une des Administrations en cause à une autre Administration pourvu que le colis réponde aux conditions réquises pour le nouveau transport et que la taxe d'affranchissement supplémentaire soit acquittée au moment de la réexpédition, à moins qu'une pièce authentique soit produite prouvant que le destinataire l'acquittera à l'arrivée du colis

2. — Les droits supplémentaires perçus pour la réexpédition et non acquittés par le destinataire ou son répresentant ne sont pas annulés en cas de nouvelle réexpédition ou renvoi à l'Administration d'origine, mais sont perçus sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du paiement de tous frais spéciaux dont l'Administration destinataire n'accorde pas l'annulation.

Article XIII.

Colis parvenus en fausse direction.

La réexpédition des colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition a lieu suivant les prescriptions de l'Article XVI, paragraphes 1 et 2 du Règlement annexé au présent Arrangement.

Article XIV.

Rebuts.

1. — A défaut d'une demande de la part de l'expéditeur, un colis qui ne peut être rémis est renvoyé à l'expéditeur sans avis préalable, à ses frais, après l'expiration du délai fixé par les règlements de l'Administration de destination.

2. — L'expéditeur peut demander, au moment du dépôt, qu'en cas de non livraison le colis soit considéré comme abandonné ou remis à une seconde adresse dans le Pays de destination.

En outre pour les colis déposés en Italie l'expéditeur peut demander que le colis soit signalé comme tombé en rebut.

Les demandes préalables doivent être indiquées au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, conformement aux formules suivantes:

a) En cas de non livraison à l'adresse indiquée: le colis soit traité comme abandonné.

b) En cas de non livraison à l'adresse indiquée: le colis soit remis à . . . .

c) En cas de non livraison à l'adresse indiquée: le colis soit signalé comme tombé en rebut.

Les taxes dues pour le renvoi des colis tombés en rebut sont perçues conformement aux dispositions de l'Article XXIX du présent Arrangement.

Article XV.

Annulation des droits de douane.

Les Administrations en cause s'engagent à intervenir auprès du service des douanes de leurs pays respectifs pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés à l'Administration d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article XVI.

Destruction.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire. Si pour une cause quelconque la vente est impossible les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article XVII.

Colis abandonnés.

Les colis qui n'ont pu être delivrés et dont les expéditeurs ont fait abandon ne sont pas renvoyés par l'Administration de destination; celle-ci les traite d'après sa propre legislation.

Article XVIII

Réclamations.

1. — Toute réclamation concernant un colis postal peut donner lieu à la perception d'un droit fixe de 1 franc au maximum.

Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. — Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis.

3. — Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, les droits de réclamation sont restitués.

Article XIX.

Colis avec valeur déclarée Taxes et conditions.

1. — Les colis peuvent comporter une déclaration de valeur jusqu'à la limite de 1000 francs.

2. — Le droit d'assurance, fixé par l'Administration d'origine, est perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.

3. — L'Administration d'origine a la faculté de percevoir sur l'expéditeur un droit d'expédition qui ne peut dépasser 50 centimes par colis.

4. — L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit sans frais au moment du dépôt un récépissé de son envoi.

Article XX.

Déclaration frauduleuse de valeur.

La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure a la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du Pays d'origine.

Article XXI

Responsabilité pour perte ou avarie.

1. — Sauf les cas prévus à l'Article suivant, les Administrations en cause répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis postaux.

Pour les colis sans valeur déclarée, cette indemnité ne peut dépasser:

10 frs. par colis jusqu'au poids de 1 kilogramme;

25 frs. par colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes;

40 frs. par colis de plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes.

Pour les colis avec valeur declarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

2. — Dans le cas où la perte, l'avarie ou la spoliation a lieu dans le service du Pays de destination, l'Administration destinataire peut verser l'indemnité au destinataire sans consulter l'Administration d'origine, pourvu que le destinataire puisse établir que l'expéditeur s'est desisté de ses droits en sa faveur.

3. — Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés se sont pas pris en considération dans le calcul du montant de l'indemnité.

4. — L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs or, des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.

5. — Dans le cas où l'indemnité est due pour la perte, la destruction ou la spoliation complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, sauf les droits d'assurance.

Article XXII.

Exception au principe de responsabilité.

Les Administrations contractantes sont dégagées de toute résponsabilité:

a) en cas de force majeure;

b) lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure;

c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la negligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet;

d) pour les colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions prévues à l'Articles X du présent Arrangement;

e) pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;

f) pour les colis qui n'ont donné lieu à aucune réclamation dans le délai prévu à l'Article XVIII;

g) pour les colis de valeur déclarée contenant des pierres précieuses, des objets de bijouterie ou tous autres objets d'or ou d'argent, d'une valeur supérieure à 1000 francs dont l'emballage ne répond pas aux conditions prévues à l'Article VI, Section 3 du Règlement.

Article XXIII.

Cessation de la responsabilité.

Les Administrations cessent d'être responsables des colis dont la remise a eu lieu dans les conditions prescrites par leurs règlements et dont les ayants-droit ont pris livraison sans réserves.

Article XXIV.

Payement de l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration expéditrice sauf dans les cas visés à l'Article XXI, paragraphe 2, du présent Arrangement où cette indemnité est payée par l'Administration destinataire. L'Administration d'origine peut cependant, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur autoriser l'Administration destinataire à desintéresser le destinataire. L'Administration qui a remis l'indemnité conserve le droit de recours contre l'Administration responsable.

Article XXV.

Délai de payement.

1. — Le payement de l'indemnité a lieu le plus tôt possible et, au plus tard dans le délai d'un an à compter du lendemain du jours de la réclamation.

2. — L'Administration d'origine est autorisée à désinteresser l'expéditeur pour le compte de l'autre Administration, si celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. — L'Administration expéditrice peut différer exceptionnellement le règlement de l'indennité au délà d'un an lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée pour des raisons étrangères au service postal (force majeure par exemple).

Article XXVI.

Administration responsable.

1. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui ayant reçu le colis d'une autre Administration sans formuler de reserves et étant mise en possession de tous les moyens règlementaires d'investigation, ne peut en établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

2. — Si la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les deux Administrations supportent le montant de l'indemnité par parts égales.

3. — Le même principe est également appliqué lorsque d'autres Administrations sont intervenues dans le transport des colis. Toutefois, les Administrations intéressées au présent Arrangement ne sont pas tenues pour responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des colis en transit lorsqu'une autre Administration n'admet pas cette responsabilité

4. — Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des transporteurs responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. — Par le fait du payement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité pour tout récours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Toutefois, si ultérieurement, les colis considérés comme perdus sont rétrouvés entièrement ou partiellement, la personne a qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'il lui est loisible de prendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article XXVII.

Remboursement de l'indemnité à l'Administration expéditrice.

L'Administration responsable, ou pour le compte de laquelle le payement est effectué, en conformité de l'Article XXIV du présent Arrangement, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du payement. Le montant de l'indemnité peut être repris sur l'Administration responsable par voie de décompte prévu à l'Article XXII, paragraphe 2 du Règlement annexé au présent Arrangement.

L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le payement de l'indemnité est tenue de prendre à sa charge tous frais accessoires résultant du rétard non justifié apporté au payement.

Article XXVIII.

Bonification de transport.

L'Administration expéditrice bonifie à l'Administration destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des Articles IV et V du présent Arrangement.

Pour les colis expédiés en transit, l'Administration expéditrice bonifie a l'autre Administration les droits qui lui reviennent pour le transport et, le cas échéant, l'assurance des colis.

Article XXIX.

Reprise en cas de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, l'Administration réexpéditrice reprend sur l'Administration suivante les droits lui revenant à elle-même et à toute autre Administration participant à la réexpédition ou au renvoi.

Article XXX.

Taxe pour réexpédition dans le pays de destination.

La taxe de réexpédition prévue à l'Article XII, paragraphe 2, du présent Arrangement est acquise à l'Administration qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article XXXI.

Droits divers.

1. — Sont acquis en entier à l'Administration qui les a perçus:

a) Le droit appliqué aux avis de réception, prévu à l'Article XI du présent Arrangement.

b) Le droit appliqué aux réclamations prévu à l'Article XVIII, paragraphe 1 du présent Arrangement.

c) Le droit supplémentaire applicable à un colis avec valeur déclarée prévu à l'article XIX, paragraphe 3 du présent Arrangement.

2. — Les droits de dédouanement et de remise à domicile dont les Articles VI et VII du présent Arrangement sont acquis à l'Administration destinataire.

Article XXXII.

Droit d'assurance.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'Administration d'origine bonifie à l'Administration destinataire pour transport territorial un droit d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'Administration de destination effectue le transport maritime, l'Administration d'origine lui bonifie un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article XXXIII.

Dispositions diverses.

1. — Les francs et centimes exprimés dans le présent Arrangement sont des francs et centimes or déterminés dans la Convention de l'Union Postale Universelle de Londres

2. — Les colis ne sont assujettis à aucun autre droit postal que ceux visés dans le présent Arrangement, sauf commun accord des Administrations en cause.

3. — Dans des cas exceptionnels, l'une ou l'autre des Administrations de Palestine ou de l'Italie peut cesser temporairement le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition que l'Administration qui récourt à cette éventualité en avise immédiatement l'autre Administration, au besoin, par la voie télégraphique.

4. — Les Administrations intéressées ont, d'autre part, arrêté le Règlement annexé au présent Arrangement et vue d'assurer la stricte exécution de celui-ci. Au cas où d'autres détails d'exécution non contraires aux dispositions générales viendraient à apparaître dans la pratique, il serait supplé par un simple échange de correspondances entre la Direction Générale des Postes et des Télégraphes de l'Italie à Rome, et la Direction Générale des Postes et de Télégraphes de Palestine à Jérusalem.

5. — La législation intérieure de Palestine et celle de l'Italie restent applicables en ce qui concerne toute disposition non prévue au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution.

Article XXXIV.

Mise en exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis en exécution à une date qui sera fixée d'un commun accord entre la Direction Générale des Postes et des Télégraphes à Rome et la Direction Générale des Postes et des Télégraphes à Jérusalem.

Il courra d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait donné avis à l'autre six mois à l'avance de son intention de le dénoncer.

Fait en double expédition:

à Jérusalem le 19 novembre 1931 à Rome le 6 dicembre 1931-X

Le Directeur Général des Postes et des Télégraphes de l'Italie:
G. PESSION.

Postmaster General of Palestine:
W. HUDSON.

Visto: p. *Il Ministro per gli affari esteri:*
SUVICH.

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant l'échange direct des colis postaux entre l'Office Postal de Palestine et l'Office Postal de l'Italie.

Article I.

Acheminement.

1. — Chaque Administration achemine par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre Administration pour être transportés sur son territoire.

2. — Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'Administration réexpéditrice.

Article II.

Mode de transmission - Provision des sacs.

1. — L'échange des colis entre les Administrations de Palestine et de l'Italie est effectué par l'intermédiaire des bureaux désignés d'un commun accord.

2. — La transmission des colis entre les bureaux d'échange est effectuée dans des sacs dûment fermés et scellés.

Sauf Arrangement contraire, les bureaux d'échange se transmettent à découvert les colis en transit.

3. — Une étiquette suffisamment résistante mentionnant le bureau d'échange expéditeur et le bureau d'échange destinataire est fixée à chaque sac; le nombre des colis contenus dans le sac est indiqué au recto de l'étiquette.

4. — Le sac contenant les feuilles de route et autres documents porte une étiquette distincte.

5. — Les colis avec valeur déclarée sont expédiés dans des sacs séparés et les étiquettes de ces sacs portent une marque distinctive à convenir entre les Administrations en cause.

6. — Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 50 kilogrammes.

7. — Chaque Administration utilise pour la transmission des colis ses propres sacs, qui doivent porter l'indication très lisible du bureau ou de l'office d'origine et d'un numéro d'ordre.

L'office réexpéditeur doit faire mention sur ses feuilles de route des numéros des sacs rétournés et devient responsable de la perte de ceux dont il ne peut pas prouver avoir effectué le renvoie.

8. — Les sacs reçus par chaque Administration sont renvoyés vides, formés en liasses de dix (neuf sacs enfermés dans le dixième) et expédiés séparément à l'adresse du bureau d'échange intéressé par le prochain courrier.

Article III.

Renseignement à fournir.

1. — Chacune des Administrations intéressées fournit à l'autre:

a) la nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis;

b) les voies ouvertes pour l'acheminement des colis à partir de l'entrée dans son territoire ou dans ses services;

c) le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre Administration pour chaque destination;

d) le nombre de déclaration en douane dont chaque colis doit être accompagné et tout autre renseignement utile.

2. — Chacune des Administrations en cause fait connaître à l'autre la nomenclature des pays pour lesquels elle propose d'expédier les colis en transit.

Article IV.

Fixation des équivalents.

Chaque Administration a la faculté d'adopter les équivalents de taxe qui peut lui convenir de par son système monétaire.

Article V.

Conditionnement des colis.

Pour être admis au transport, tout colis doit:

a) porter l'adresse exacte du destinataire en caractère latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse est écrite sur le colis même ou sur une étiquette suffisamment résistante et solidement attachée à l'envoi, de manière qu'elle ne puisse se détacher.

Il est recommandé à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse avec mention de son adresse propre;

b) être emballé et formé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve assez efficacement le contenu pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser trace apparente de violation.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article VI.

Emballages spéciaux.

1. — Les liquides et les corps facilement liquéfables doivent être expédiés dans un double récipient.

Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boite, etc.) et le second (boite en métal, en bois resistant ou en carton ondulé de solide qualité), il est ménagé un espace rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber le contenu liquide, en cas de bris.

2. — Les matières colorantes, telles que l'aniline, etc. ne doivent être admises que dans des boites en fer blanc résistant, placées, à leur tour dans des boites en bois avec de la sciure entre les deux emballages. Les poudres sèches non colorantes sont placées dans des boites en métal, en bois ou en carton; ces boites sont elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

3. — Tout colis de valeur déclarée contenant des pierres précieuses, des objets de bijouterie ou tous autres objets d'or ou d'argent d'une valeur supérieure à 1000 francs doit être emballé dans une boite mesurant au minimum 1 m. 05 de longuer et pourtour additionnés.

Article VII.

Bulletin d'expédition et déclaration en douane.

1. — Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane qui doivent être attachées au bulletin d'expédition.

2. — Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article VIII.

Avis de réception.

1. — Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très

apparente « Avis de reception ». La même mention est reproduite sur le bulletin d'expédition.

2. — Ces envois sont accompagnés d'une formule conforme à celle annexée au Règlement de la Convention Postale Universelle. Cet avis de réception est établi par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Administration d'origine; il est joint au bulletin d'expédition du colis auquel il se rapporte. S'il ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un duplicata de l'avis de réception égaré.

3. — Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, le renvoie à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. — Lorsque l'expéditeur réclame un avis de reception qui ne lui est pas parvenu dans un délai jugé suffisant, il est procédé conformément aux règles tracées à l'Article suivant. Dans ce cas, il n'y a pas lieu de percevoir une seconde taxe; le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata ».

Article IX.

Avis de réception demandé postérieurement au dépôt.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine remplit une formule d'avis de réception qu'il joint à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe fixée par l'Administration d'origine dans la limite prévue par la Convention Postale Universelle.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée selon les prescriptions de l'Article XIX ci-après, à cette seule exception, qu'en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception à l'origine de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'Article précédent.

Article X.

Indication du montant de la déclaration.

Chaque colis avec valeur déclarée et le bulletin d'expédition y afférent comporte l'indication de la valeur dans la monnaie du pays d'origine.

Cette indication est faite sans rature, ni surchage même approuvées. Le montant de la déclaration est, en outre, converti en francs-or par le bureau d'origine. Le résultat de cette conversion est indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés immédiatement au dessous du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine.

Article XI.

Etiquettes spéciales pour les colis avec valeur declarée, etc.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter une étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins.

Si un colis contient des expèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis sont espacés de façon à ne pas pouvoir cacher les lésions de l'emballage. Les étiquettes, et, le cas échéant, les timbres-poste, ne sont pas, non plus, repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article XII.

Empreinte du cachet.

Tout colis avec valeur déclarée doit être scellé à la cire ou plomb ou autre moyen avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour rendre impossible la spoliation du contenu sans laisser une trace apparente de la violation.

Cette empreinte est reproduite autant que possible sur le bulletin d'expédition correspondant.

Article XIII.

Indication du poids des colis avec valeur déclarée.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée est inscrit par le bureau d'origine,

a) sur l'adresse du colis;

b) sur le bulletin d'expédition à l'emplacement réservé.

Article XIV.

Numéro d'enregistrement et lieu de dépôt.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition s'y rapportant est revêtu d'une étiquette indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau de dépôt.

Le bureau expéditeur ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'etiquettes, sauf le cas où les séries sont complétées par une marque distincte.

Article XV.

Application du timbre à date.

Le bulletin d'expédition est toujours frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre à date du jour du dépôt du colis.

Article XVI.

Réexpédition.

1. — Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'Administration réexpéditrice.

Lorsque le bureau d'échange qui a reçu le colis en fausse direction renvoie le colis au bureau d'échange qui l'a acheminé en dernier lieu, il lui restitue les bonifications allouées et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, le bureau d'échange réexpéditeur bonifie au bureau d'echange auquel il remet le colis les droits de transport que comportent l'acheminement et se credite de la somme dont il est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. — Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'Administration qui restitue le colis alloue à celle qui le lui a livré les bonifications reçues.

3. — Les droits sur un colis réexpédié, par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, sur un pays avec lequel les Administrations de Palestine et de l'Italie ont un service de colis postaux, sont réclamés à l'Administration à laquelle le colis est réexpédié sauf lorsque la taxe de transport est acquittée au moment de la réexpédition; dans ce cas, le colis est traité comme s'il était adressé directement du pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. — Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif, accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si pour un motif quelconque, le colis doit être réemballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, le nom du bureau d'origine du colis et le numéro d'enregistrement primitif figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article XVII.

Renvoi des colis tombés en rebut.

1. — Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article XIV, paragraphe 2 de l'Arrangement, le bureau de destination peut envoyer immédiatement le colis au bureau d'origine à l'expiration du délai fixé par la législation du pays de destination.

2. — Si dans le délai de deux mois, à compter de l'expédition de l'avis de non remise dont l'article XIV, n. 2, de l'Arrangement le bureau destinataire n'a pas reçu des instructions suffisantes, le colis est renvoyé à l'origine.

3. — Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer d'une manière claire et concise la cause de la non remise. Cette indication peut être manuscrite ou fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette.

4. — Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebuts » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les objets réexpédiés, par suite de changement de résidence des destinataires.

Article XVIII.

Vente - Destruction.

1. — Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article XVI de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de vente ou destruction.

2. — Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine, pour être remis à l'expéditeur qui supporte les frais d'envoi.

Article XIX.

Réclamation de colis.

Pour les réclamations de colis, il est fait usage d'une formule analogue au modèle annexé au Règlement de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union Postale Universelle. Ces formules sont transmises aux bureaux désignés par les Administrations en cause pour être complétées de la manière convenue mutuellement par ces mêmes parties.

Article XX.

Feuille de route.

1. — Les colis avec valeur déclarée, renvoyés ou réexpédiés sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route analogue au modèle annexé au Règlement de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union Postale Universelle. Les autres colis, sauf les colis en transit, sont inscrits en bloc avec indication sommaire du montant à bonifier.

S'il s'agit de plus d'un colis en transit pour le même pays avec la même bonification, ces colis peuvent être également inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, déclaration en douane, avis de réception etc. sont transmis avec la feuille de route.

2. — Le bureau d'échange expéditeur numérote les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination en mentionnant autant que possible, au dessous du numéro, le moyen de transport employé (chemin de fer, navire ou voiture).

Le dernier numéro de l'année est mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article XXI.

Vérification par le bureau d'échange.

Constatation des irrégularités

1. — A la réception d'une expédition de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifie les colis et les divers documents qui les accompagnent, ou les sacs vides et signale toute irrégularité au moyen d'un bulletin de vérification.

2. — Toute différence en ce qui concerne les bonification et le décompte est signalée au moyen d'un bulletin de vérification au bureau d'échange expéditeur.

Les bulletins de vérification acceptés sont annexés aux feuilles de route correspondantes. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées de pièces justificatives sont considérées comme nulles.

Article XXII.

Décompte des bonifications.

1. — Chacune des Administrations centrales de Palestine et de l'Italie fait établir mensuellement pour tous les envois reçus de l'autre un état conforme au modèle « K » annexé au Règlement pour l'exécution de l'Arrangement de Londres concernant l'échange des colis postaux des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. — Cet état accompagné des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification, est transmis en double expédition à la partie correspondante dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

3. — Les comptes mensuels après vérification et acceptation des deux parties, sont résumés dans un compte général trimestriel établi en double expédition par la partie créditrice.

Article XXIII.

Règlement des comptes.

1. — Le solde résultant de la balance des comptes généraux est payé par la partie débitrice à la partie créditrice de la manière prévue par la Convention de l'Union Postale pour la liquidation des balances des comptes de transit.

2. — L'établissement et l'envoi d'un compte général et le payement du solde de ce compte sont effectués dans le plus bref délai possible et au plus tard, dans le délai de trois mois, après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Après l'expiration de cette période, les sommes revenant à l'une ou à l'autre des Administrations en cause sont soumises à un intérêt à raison de sept pour cent par an, à compter de la date de l'expiration de ladite période.

Article XXIV.

Communications et rectifications.

Chacune des Administrations intéressées notifie à l'autre toute information utile sur les points de détail résultant du fonctionnement du service.

Article XXV.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement est exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement ci-annexé et a la même durée que celui-ci.

Les Administrations intéressées ont cependant le pouvoir d'en modifier, d'un commun accord, les détails lorsque des modifications apparaissent indispensables pour la bonne exécution du service.

Fait en double expédition:

à Jerusalem le 16 décembre 1931. à Rome le 6 décembre 1931-X

Postmaster General of Palestine: W. HUDSON.

Le Directeur Général des Postes et Télégraphes de l'Italie: G. PESSION.

Visto: p. *Il Ministro per gli affari esteri*: SUVICH.

(2035)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIV. I PORTAFOGLIO

N. 136.

Media dei cambi e delle rendite
del 17 giugno 1933 - Anno XI

Stati Uniti America (Dollaro)	15.90
Inghilterra (Sterlina)	64.87
Francia (Franco)	75.25
Svizzera (Franco)	369.50
Albania (Franco)	—
Argentina (Peso oro)	—
Id. (Peso carta)	4.05
Austria (Shilling)	—
Belgio (Belga)	2.676
Brasile (Milreis)	—
Bulgaria (Leva)	—
Canadà (Dollaro)	14.07
Cecoslovacchia (Corona)	57.25
Cile (Peso)	—
Danimarca (Corona)	2.91
Egitto (Lira egiziana)	—
Germania (Reichsmark)	4.54
Grecia (Dracma)	—
Jugoslavia (Dinaro)	—
Norvegia (Corona)	3.28
Olanda (Fiorino)	7.712
Polonia (Zloty)	215 —
Rumenia (Leu)	—
Spagna (Peseta)	163.37
Svezia (Corona)	3.35
Turchia (Lira turca)	—
Ungheria (Pengo)	—
U. R. S. S. (Cervonetz)	—
Uruguay (Peso)	—
Rendita 3.50 % (1906)	81.275
Id 3.50 % (1902)	79.25
Id 3 % lordo	54.875
Consolidato 5 %	88.975
Buoni novennali Scadenza 1934	101.25
Id id. id. 1940	102.675
Id. id. id. 1941	102.725
Obbligazioni Venezie 3,50 %	87.775

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli del Debito pubblico.

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 369.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento della sottoindicata ricevuta relativa a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 115 — Data: 6 dicembre 1932 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Pisa — Intestazione: Piani Domenico fu Vincenzo, domic. a Pisa, per conto della Chiesa S.S. Eufrasia e Barbera — Titoli del Debito pubblico: nominativi 1 — Rendita: L. 17,50, consolidato 3,50 % (1902), con decorrenza 1° ottobre 1931.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 3 giugno 1933 - Anno XI.

Il direttore generale: CIARROCCA.

(2218)

CONCORSI

CAMERA DEI DEPUTATI

Elenco degli ammessi alle prove orali del concorso bandito per un posto di primo segretario ragioniere.

In seguito alla preliminare valutazione dei titoli, la Commissione esaminatrice del concorso per un posto di primo segretario ragioniere in prova presso gli uffici della Camera dei deputati ha ammesso alle prove orali i seguenti candidati:

Anfodillo Francesco
Bernardi Domenico
Bollini Bruno
Cavazza Oscar
Destri Bruno
Felice Arnaldo
Fichera Cirino
Franceschini Tommaso
Friggeri Guido
Gabbi Ezio
Gentile Alberto
Ghezzi Emilio
Irneri Ugo
Mariotti Fausto
Mohrhoff Federico
Morisani Armando
Paladini Alessandro
Sacconi Silvio
Spazzacampagna Alfredo
Valenti Gaspare
Vasconi Mario
Vitocolonna Giorgio
Zampetti Furio

Gli esami avranno inizio nella sede della Camera alle ore 9 del 21 corrente e proseguiranno nei giorni successivi.

Roma, 15 giugno 1933 - Anno XI

Il segretario generale: ROSSI MERIGHI.

(2306)

MINISTERO DELL'EDUCAZIONE NAZIONALE

Concorso al posto di insegnante di disegno, di ornato e figura disegnata nella Regia scuola artistico-industriale per l'alabastro di Volterra.

IL MINISTRO PER L'EDUCAZIONE NAZIONALE

Veduto il R. decreto 3 giugno 1924, n. 969, che approva il regolamento generale per l'istruzione industriale;
Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 3144;
Visto il R. decreto 11 febbraio 1926, n. 217;
Visto il R. decreto 27 giugno 1929, n. 1047;
Visto il R. decreto 20 novembre 1930, n. 1491;
Vista la pianta organica della Regia scuola artistico-industriale per l'alabastro di Volterra approvata con decreto Ministeriale in data 8 settembre 1927, registrato alla Corte dei conti il 25 novembre 1927, registro 23, foglio 64;
Visto il R. decreto 30 settembre 1922, n. 1290;
Veduta la legge 6 giugno 1929, n. 1024;
Visto il decreto di S. E. il Capo del Governo in data 17 dicembre 1932;

Decreta:

Art. 1.

È aperto il concorso per titoli al posto di insegnante di disegno di ornato e figura disegnata, nella Regia scuola artistico-industriale per l'alabastro di Volterra.

Art. 2.

L'insegnante prescelto verrà inquadrato al grado 10°, gruppo *A*, con lo stipendio e il supplemento di servizio attivo inerenti al detto grado.

Il medesimo verrà nominato in prova per un periodo di due anni, dopo i quali, a seguito dei buoni risultati dell'esperimento constatati da apposita ispezione, verrà nominato stabilmente.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, su carta bollata da L. 5, dovranno pervenire al Ministero dell'educazione nazionale (Direzione generale per le antichità e belle arti) entro due mesi dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* sotto pena di esclusione dal concorso.

La data di arrivo della domanda è stabilita dal bollo a data, apposto dal competente ufficio del Ministero.

Non saranno ammessi al concorso quei candidati, le istanze dei quali perverranno al Ministero dopo il termine anzidetto, anche se presentate in tempo agli uffici postali. Non sono ammessi richiami a documenti o titoli presentati, per qualsiasi motivo, ad altre Amministrazioni. Il Ministro, con decreto non motivato e insindacabile, può negare l'ammissione al concorso.

Art. 4.

Nelle domande dovranno essere indicati con precisione, il cognome, nome, paternità e dimora del candidato, oltrechè il luogo dove egli intende gli sia fatta ogni comunicazione relativa al concorso, e gli vengano restituiti, a concorso ultimato, i documenti e i titoli presentati.

Alle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

a) copia autentica dell'atto di nascita, dal quale risulti che il candidato non ha oltrepassato il 45° anno di età alla data del presente bando di concorso. La firma dell'ufficiale dello stato civile che lo rilascia deve essere autenticata dal presidente del Tribunale.

Il personale di Regie scuole ed i funzionari dello Stato saranno ammessi anche se abbiano oltrepassato il limite di età anzidetto, semprechè abbiano già acquistato il diritto a pensione a carico dello Stato per un periodo di tempo non inferiore alla eccedenza della loro età rispetto al limite di 45 anni.

Per coloro che abbiano prestato servizio militare durante la guerra 1915-18, il limite massimo di età è elevato a 50 anni.

Sono ammessi altresì anche se eccedano il detto limite di età, coloro che risultino regolarmente iscritti al Partito Nazionale Fascista, prima del 28 ottobre 1922, quando la eccedenza della loro età rispetto al detto limite non sia superiore alla durata di tempo per cui essi anteriormente al 28 ottobre 1922, appartennero al Partito.

b) certificato comprovante l'iscrizione al Partito Nazionale Fascista o ai Fasci giovanili di combattimento. Tale certificato deve essere rilasciato dal segretario politico del Fascio o dal comandante del Fascio giovanile a cui il candidato appartiene e deve contenere l'esatta indicazione della rispettiva data d'iscrizione;

c) certificato di cittadinanza italiana. (Sono equiparati ai cittadini del Regno gl'italiani non regnicoli, anche se manchino della naturalità). La firma dell'ufficiale dello stato civile, che lo rilascia, deve essere autenticata dal presidente del Tribunale;

d) certificato di un medico provinciale o militare o dell'ufficiale sanitario del Comune, da cui risulti che il concorrente è di sana costituzione ed esente da imperfezioni fisiche tali da impedirgli l'adempimento dei doveri dell'ufficio cui aspira. La firma del medico provinciale deve essere autenticata dal Prefetto; quella del medico militare dalle superiori autorità militari e quella degli altri sanitari dal podestà, la firma del quale, a sua volta, dev'essere autenticata dal Prefetto;

e) certificato penale generale rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziario. La firma del cancelliere deve essere autenticata dal presidente del Tribunale;

f) certificato di buona condotta rilasciato dal podestà del Comune dove il concorrente risiede, con la dichiarazione del fine per cui il certificato è richiesto. La firma del podestà deve essere autenticata dal Prefetto;

g) certificato comprovante che il candidato ha ottemperato alle disposizioni di legge sul reclutamento, avvertendo che, per coloro che hanno prestato servizio militare, devono risultare che hanno servito con fedeltà ed onore;

h) stato di famiglia;

i) cenno riassuntivo, in carta libera, degli studi fatti, della carriera didattica, e di quella professionale percorse. Le notizie principali contenute nel cenno riassuntivo debbono essere comprovate dai relativi documenti;

l) elenco in carta libera ed in duplice esemplare dei documenti, titoli, pubblicazioni e lavori presentati;

m) titolo di studio. (Il titolo minimo per l'ammissione al concorso è la licenza da una Regia scuola di tirocinio).

I certificati debbono essere conformi alle vigenti disposizioni sul bollo e quelli indicati alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*), debbono essere in data non anteriore a tre mesi da quella di pubblicazione del presente decreto, sotto pena di esclusione dal concorso.

Le autenticazioni delle firme non sono necessarie se i certificati stessi siano rilasciati da autorità amministrative residenti nel comune di Roma.

Sono dispensati dal presentare i documenti di cui alle lettere *c*), *d*), *e*) ed *f*), il personale titolare di Regie scuole ed i funzionari dello Stato in attività di servizio, nominati tanto gli uni che gli altri, con decreto Reale o Ministeriale.

Art. 5.

Ai documenti di cui all'articolo precedente i concorrenti possono unire gli altri titoli che ritengano opportuno di presentare nel proprio interesse, nonchè le loro pubblicazioni e i loro lavori.

Sono escluse le opere manoscritte e in bozze di stampa.

Qualunque certificato rilasciato da autorità preposte ad Istituti d'istruzione media, o normale o primaria deve essere legalizzato dal provveditore agli studi nella cui giurisdizione risiede l'Istituto, se rilasciato dalla Segreteria di un Istituto di istruzione superiore dal direttore dell'Istituto. Quelli rilasciati dalle scuole artistiche o industriali debbono essere firmati dal direttore della scuola e dal presidente del Consiglio di amministrazione.

Art. 6.

La Commissione giudicatrice redigerà una relazione contenente il giudizio definitivo per tutti i concorrenti e la classificazione di essi per ordine di merito e non mai alla pari, in base alla media di tutti i voti riportati da ciascun candidato.

Art. 7.

Il posto sarà conferito al candidato classificato primo nella graduatoria, ed in caso di rinuncia del primo, ai successivi classificati, seguendo sempre l'ordine della graduatoria.

L'accettazione o la rinuncia debbono risultare da apposita dichiarazione. Tuttavia se il candidato cui è stato offerto il posto, lascia passare dieci giorni senza dichiarare per iscritto, se accetta la nomina, è dichiarato rinunciatario.

Art. 8.

Per quanto altro non è stabilito dal presente decreto, saranno osservate le norme contenute nel citato regolamento 3 giugno 1924, n. 969.

Roma, addì 25 gennaio 1933 - Anno XI

p. *Il Ministro*: SOLMI.

(2305)

MINISTERO DELL'AERONAUTICA

Concorso per l'ammissione per titoli e per esami alla prima classe del corso regolare della Regia accademia aeronautica per l'anno accademico 1933-34.

Art. 1.

In base all'autorizzazione del Capo del Governo, come da decreto 17 dicembre 1932-XI, è aperto un concorso, per titoli e per esami, per l'ammissione di 60 allievi alla prima classe del corso regolare della Regia accademia aeronautica, che avrà inizio il 16 ottobre 1933-XI.

Gli allievi che saranno ammessi alla Regia accademia aeronautica, assumeranno l'obbligo di arruolarsi all'atto della ammissione stessa con la ferma di sei anni.

Art. 2.

A tale concorso sono ammessi i giovani di nazionalità italiana o che si trovino in condizione di poter acquistare la cittadinanza italiana, a senso dell'art. 3 della legge 13 giugno 1912, n. 555, e che posseggano i seguenti requisiti:

1° abbiano compiuto il 17° anno di età all'atto dell'ammissione alla Regia accademia e non superato il 22° anno al 1° luglio 1933-XI;

2° siano inscritti al Partito Nazionale Fascista o ai Fasci giovanili di combattimento;

3° siano dotati dello sviluppo organico e dell'attitudine psicofisiologica necessaria per esercitare la navigazione aerea in qualità di piloti di aeroplano;

4° abbiano, se minorenni, il consenso di chi esercita la patria potestà o la tutela per contrarre l'arruolamento volontario nella Regia aeronautica;

5° siano celibi o vedovi senza prole;

6° non siano mai stati espulsi da istituti di istruzione o di educazione dello Stato;

7° abbiano sempre tenuto regolare condotta civile, morale e politica, ed appartengano a famiglie di cui sia accertata la onorabilità, secondo il giudizio insindacabile del Ministero dell'aeronautica;

8° posseggano uno dei seguenti titoli di studio:

a) diploma di maturità classica;

b) diploma di maturità scientifica;

c) diploma di abilitazione conseguita in qualsiasi sezione di istituto tecnico;

d) diploma di maturità artistica;

e) diploma di abilitazione magistrale;

f) diploma di abilitazione, rilasciato da un Regio istituto industriale;

g) diploma di abilitazione, rilasciato da un Regio istituto commerciale;

h) diploma di abilitazione, rilasciato da un istituto industriale o commerciale libero, riconosciuto sede di esame o pareggiato;

i) diploma di licenza di un Regio istituto nautico.

L'ammissione di coloro che abbiano conseguito il titolo di studio all'estero, resta subordinata al riconoscimento da parte del Ministero dell'educazione nazionale dell'equipollenza del titolo stesso ad uno dei titoli sopra menzionati.

Art. 3.

Al concorso possono partecipare sotto l'osservanza delle condizioni di cui all'art. 2 anche i militari alle armi nella Regia aeronautica, nel Regio esercito, nella Regia marina e nella Milizia volontaria per la sicurezza nazionale.

Per quelli però che siano in servizio nel Regio esercito, nella Regia marina e nella Milizia volontaria sicurezza nazionale, l'ammissione ed il conseguente trasferimento nella Regia aeronautica sono subordinati al preventivo nulla osta individuale delle rispettive Amministrazioni.

Art. 4.

La domanda per l'ammissione al concorso redatta su carta bollata da L. 3 e firmata, qualora l'aspirante non abbia compiuto il 21° anni di età o non rivesta la qualità di militare alle armi, dal padre, o da chi esercita la patria potestà, deve pervenire direttamente al Comando della Regia accademia aeronautica di Caserta non oltre il 1° settembre 1933.

Essa deve contenere le seguenti indicazioni:

a) nome, cognome e paternità del concorrente;

b) dichiarazione del titolo di studio posseduto;

c) elenco dei documenti che vengono uniti alla domanda;

d) indirizzo esatto del candidato (via, numero, città e provincia).

Se il candidato dopo aver inoltrato la domanda e prima di essere chiamato alla visita medica o agli esami, cambia domicilio, deve tempestivamente comunicarlo al Comando della Regia accademia aeronautica di Caserta.

Art. 5.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti:

1° estratto dell'atto di nascita, rilasciato in conformità dei Regi decreti 25 agosto e 22 dicembre 1932, nn. 1101 e 1696;

2° certificato comprovante l'iscrizione al Partito Nazionale Fascista o ai Fasci giovanili di combattimento. Tale certificato deve

essere rilasciato dal segretario federale della Federazione dei Fasci di combattimento della Provincia dove il candidato ha il domicilio, e deve attestare l'appartenenza del medesimo ai Fasci di combattimento o al Gruppo universitario fascista, o ai Fasci giovanili e contenere l'indicazione esatta dell'anno, mese e giorno della iscrizione;

3° certificato di cittadinanza italiana, o, per i nati all'estero, atto di notorietà dal quale risulti che si trovano in condizione di poter acquistare la cittadinanza italiana con la prestazione del servizio militare, a senso delle disposizioni contenute nella legge 13 giugno 1912, n. 555;

4° certificato penale generale, rilasciato dall'ufficio del casellario giudiziale;

5° certificato di stato libero, ovvero atto di notorietà rilasciato dal podestà del Comune del luogo di domicilio del giovane sulle dichiarazioni di tre persone informate e degne di fede, in cui consti che l'aspirante non è ammogliato, nè vedovo con prole;

6° attestazione di buona condotta, rilasciata dal podestà del Comune in cui il giovane ha il domicilio (o dai podestà dei vari Comuni, in cui egli abbia dimorato durante gli ultimi dodici mesi) vidimata per conferma dal Prefetto;

7° attestato sanitario vistato dal podestà del Comune dal quale risulti chiaramente che mancano nel gentilizio psicopatie, la epilessia, l'isterismo e le neuropatie a caratteri spiccatamente ereditari, nè che si ebbero mai nel giovane crisi convulsive di qualsiasi genere nè anomalie del carattere;

8° atto di consenso, per i minorenni, del padre, o, in mancanza di questi, della madre, o, in mancanza di entrambi i genitori, del tutore espressamente autorizzato dal consiglio di famiglia o di tutela, oppure una dichiarazione del podestà del Comune che comprovi che il giovane si trova nella impossibilità di presentare il suddetto documento; se il giovane sia emancipato dovrà presentare l'atto di consenso del curatore, parimenti autorizzato dal consiglio di famiglia.

Per coloro che, pur essendo minorenni, sono già stati arruolati, anche come militari di leva, nella Regia aeronautica, nel Regio esercito o nella Regia marina, non occorre il consenso di chi esercita la patria potestà o la tutela;

9° fotografia recente (senza cartoncino) del concorrente, formato visita, mezzo busto su fondo chiaro, portante solo la dicitura del nome, cognome e paternità del concorrente;

10° titolo di studio: esso potrà essere presentato anche dopo il 1° settembre 1933, ma non oltre il termine che sarà comunicato ai singoli interessati dal Comando dell'Accademia.

Il possesso di uno dei titoli di studio di cui all'art. 2 dovrà essere comprovato mediante presentazione del relativo diploma originale. Tuttavia i candidati che non potessero esibire tale diploma potranno presentare un certificato in carta legale, rilasciato dal capo dell'Istituto, fermo l'obbligo di sostituire tale certificato col relativo diploma originale;

11° dichiarazione del padre o della madre o del tutore o del candidato stesso, quando sia maggiorenne, circa l'obbligo di corrispondere al Comando dell'Accademia aeronautica tutte le spese relative alla permanenza dell'allievo nell'istituto.

I candidati che si trovano in servizio militare nel Regio esercito o nella Regia marina o nella Milizia volontaria sicurezza nazionale debbono anche unire, agli altri documenti, un certificato di nulla osta, che essi dovranno richiedere rispettivamente al Ministero della guerra (Direzione generale leva sottufficiali e truppa) o al Comando superiore del Corpo Reali equipaggi marittimi a La Spezia o al Comando generale della Milizia volontaria sicurezza nazionale, specificando lo scopo della richiesta stessa.

Tutti i suddetti documenti dovranno essere redatti sulla prescritta carta legale, muniti delle necessarie legalizzazioni e, tranne l'estratto dell'atto di nascita, di data non anteriore a quella del presente bando.

Art. 6.

Il corso avrà la durata di anni tre. Gli allievi che avranno superati alla fine del terzo anno gli esami finali di idoneità e conseguito il brevetto di pilota di aeroplano, saranno nominati sottotenenti in S.P.E. dell'Arma aeronautica, ruolo naviganti, e immediatamente dopo saranno comandati a frequentare presso la Regia accademia un corso di perfezionamento della durata di un anno.

Art. 7.

Le spese per l'ammissione e la permanenza degli allievi nella Regia accademia aeronautica consistono in:

1° versamento di L. 2000 quale importo di primo corredo che verrà provvisto a cura dell'istituto, delle quali L. 1000 da pagarsi all'atto dell'ammissione e le rimanenti L. 1000 non oltre la fine del mese di febbraio successivo;

2° pagamento delle spese generali che ammontano a L. 600 annue pagabili in tre rate trimestrali anticipate come segue: la prima all'atto dell'ammissione, la seconda al 1° gennaio successivo e la terza al 1° aprile successivo;

3° pagamento delle spese straordinarie effettuate dall'allievo (guasti, rotture, spese personali, libri scolastici, ecc.);

4° pagamento della retta annua di L. 1800 da versarsi in tre rate trimestrali anticipate contemporaneamente alle spese generali di cui al n. 2.

Durante il primo anno di corso nulla è dovuto a titolo di retta, eccetto il caso che trattisi di allievi ammessi a ripetere l'anno; gli allievi ripetenti del primo anno sono tenuti al pagamento della retta, ma sono dispensati dal pagamento delle spese di primo corredo.

Durante il terzo anno di corso la retta sarà trattenuta sugli assegni spettanti agli allievi nella loro qualità di aspiranti.

Art. 8.

Entro i limiti dei fondi stanziati dal bilancio potranno essere concessi agli allievi della Regia accademia aeronautica i seguenti benefici economici:

A) *Agli allievi del primo corso regolare:*

I. Dispensa dal pagamento delle spese di primo corredo agli orfani dei militari e degli impiegati civili di ruolo della Regia aeronautica, dei militari del Regio esercito, della Regia marina, della Regia guardia di finanza, della Milizia volontaria sicurezza nazionale e degli impiegati di ruolo delle altre Amministrazioni dello Stato morti per cause di servizio, ed agli orfani dei caduti per la causa nazionale;

II. Dispensa dal pagamento delle spese generali:

1° agli orfani di cui al precedente n. 1;

2° ai figli degli impiegati e dipendenti dello Stato, civili e militari, anche se pensionati, di qualsiasi grado, gruppo e categoria — compresi quelli delle altre aziende e servizi aventi ordinamento autonomo — nonchè degli impiegati e dipendenti, anche se pensionati, degli enti autarchici e parastatali, quando abbiano a carico sette o più figli di nazionalità italiana (art. 2, lettera *a*, legge 14 giugno 1928, n. 1312);

3° ai figli di coloro che, pur non appartenendo al personale dello Stato e degli enti suindicati abbiano a carico dieci o più figli di nazionalità italiana, ovvero abbiano avuto dodici o più figli nati vivi e vitali, di nazionalità italiana, dei quali almeno sei siano ancora a carico (art. 2, lettera *b*, legge 14 giugno 1928, n. 1312).

B) *Agli allievi del secondo corso regolare:*

I. Dispensa dal pagamento della intera retta e delle spese generali agli allievi che si trovano nelle condizioni di cui alla lettera *A*) n. II (1°, 2° e 3°).

II. Dispensa dal pagamento della mezza retta:

a) per meriti personali: agli allievi classificati nel primo quinto dei promossi, considerando come unità la eventuale frazione;

b) per benemerenze di famiglia:

1° ai figli dei mutilati ed invalidi di guerra per una infermità ascritta alle prime quattro categorie elencate nella tabella *A*, annessa al Regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

2° ai figli dei militari e funzionari civili della Regia aeronautica in servizio od a riposo;

3° ai figli dei militari del Regio esercito, della Regia marina, della Regia guardia di finanza e della Milizia volontaria sicurezza nazionale e degli impiegati civili di ruolo delle altre Amministrazioni dello Stato in servizio od a riposo;

4° ai figli dei decorati dell'Ordine militare di Savoia od al valore militare ed ai figli dei militari promossi per merito di guerra.

Qualora rimangano disponibilità di bilancio potranno cumularsi a favore di uno stesso allievo la concessione della mezza retta gratuita per meriti personali con quella della mezza retta gratuita per benemerenze di famiglia.

C) *Agli allievi del terzo corso regolare:*

Dispensa dal pagamento della mezza retta per benemerenze personali agli allievi classificati nel primo quinto dei promossi, considerando come unità la eventuale frazione.

Il beneficio della mezza retta gratuita per benemerenze di famiglia si perde, dall'allievo, quando ripeta un anno scolastico, salvo il caso in cui ciò siasi verificato per malattia regolarmente constatata e purchè il Consiglio permanente di disciplina esprima, avuto riguardo alle cause che originarono la malattia stessa, parere favorevole alla conservazione del beneficio in parola.

Le domande per ottenere i benefici economici dovranno pervenire alla Regia accademia aeronautica non oltre il 1° novembre 1933, sotto pena di decadenza. È fatta eccezione per le domande di

allievi che vengano a trovarsi nelle condizioni volute per concorrere ai benefici di cui sopra successivamente alla data suddetta.

Art. 9.

Le operazioni relative al concorso si svolgeranno nel periodo 1-15 ottobre, secondo partecipazione specificata che il Comando della Regia accademia invierà tempestivamente a ciascun concorrente.

Art. 10.

Prima dell'ammissione agli esami di concorso i concorrenti saranno sottoposti ad una visita psico-fisiologica per l'accertamento della loro attitudine fisica al pilotaggio.

Contro il risultato della visita psico-fisiologica non è ammesso alcun gravame.

Art. 11.

I concorrenti che avranno presentato domanda nel termine stabilito dal precedente art. 4, corredata dai prescritti documenti e che saranno riconosciuti idonei alla visita psico-fisiologica verranno chiamati a sostenere un esame, il quale verterà sulle seguenti materie e servirà per stabilire la graduatoria dei vincitori del concorso:

1° una prova scritta di composizione italiana;

2° una prova orale di matematica;

3° una prova orale, facoltativa, di lingue estere, limitatamente a non più di due fra le seguenti: inglese, tedesca e serbo-croata.

A parità di merito spetta la precedenza agli orfani di guerra e dei caduti per la causa nazionale, i quali, a tale fine, avranno cura di produrre idoneo documento in carta legale, attestante tale loro qualità; successivamente la precedenza sarà data ai giovani in possesso del brevetto di pilota premilitare e quindi alla maggiore età.

Esame orale di matematica.

Tesi prima.

a) Sistemi di equazione di primo grado - Calcolo dei radicali - Potenze con esponenti frazionari - Principio di identità dei polinomi - Regola di Ruffino.

b) Proporzioni fra grandezze - La teoria delle similitudini nel piano

c) Le funzioni trigonometriche, seno, coseno, tangente - Archi aventi una data funzione trigonometrica - Calcolo delle funzioni trigonometriche degli archi di 18°, 30°, 45°, 60°.

Tesi seconda.

a) I numeri reali assoluti e relativi - Operazioni su di essi - La funzione a^x per a positivo - Determinanti - Definizione e proprietà principali - Determinante di Vandermonte

b) Misure di lunghezze e superfici - Rettificazione della circonferenza - Il numero π.

c) Relazione fra le funzioni trigonometriche di uno stesso arco - Formula di addizione degli archi.

Tesi terza.

a) Logaritmi - Uso delle tavole logaritmiche ed applicazioni al calcolo di espressioni numeriche - Trasformazione di un binomio in un prodotto - Prodotto di due determinanti - Determinante minore complementare e complemento algebrico.

b) Rette e piani nello spazio: ortogonalità e parallelismo.

c) Trasformazioni in prodotti di somme e differenze di due funzioni trigonometriche.

Tesi quarta.

a) Equazione di secondo grado - Equazioni riducibili al secondo grado - Disposizioni - Permutazioni - Combinazioni - Coefficienti binominali - Binomio Newton.

b) Diedri, triedi, angoloidi.

c) Formule per la duplicazione e la bisezione degli archi - Uso delle tavole trigonometriche.

Tesi quinta.

a) Esempi semplici di sistemi di equazione di grado superiore al primo - Sistemi di n equazioni lineari non omogenei ad n incognite - Regola di Cramer - Numeri complessi - Forma algebrica - Forma trigonometrica

b) Similitudine nello spazio.

c) Relazione fra gli elementi di un triangolo rettilineo.

Tesi sesta.

a) Progressioni aritmetiche e geometriche - Risoluzione di un sistema di m equazione lineari con n incognite - Operazioni sui numeri complessi - Radice ennesima di un numero complesso.

b) Cilindro, cono, sfera - Area e volumi relativi.

c) Risoluzione dei triangoli rettilinei.

Prova orale facoltativa.

La prova orale facoltativa di lingua avrà la durata di 15 minuti per ciascuna lingua scelta dal candidato, che dovrà dar prova di essere perfettamente padrone della lingua stessa, cioè di saperla parlare e scrivere correntemente.

Esito degli esami.

L'esito degli esami, che si svolgeranno presso la Regia accademia aeronautica dinanzi alla Commissione nominata dal Ministero, verrà comunicato alle famiglie dei singoli candidati, ed il candidato idoneo verrà senz'altro trattenuto alla Regia accademia.

Art. 12.

Le spese per i viaggi di andata e ritorno per recarsi ai luoghi stabiliti per la visita medica e per gli esami saranno a carico dei concorrenti.

Art. 13.

Le modalità per la visita medica, l'ordinamento e i programmi dei corsi, gli obblighi militari che gli allievi contraggono, le condizioni per il pagamento delle rette o per il godimento di speciali condizioni di favore a loro riguardo, ed in genere, tutto ciò che concerne la posizione degli allievi durante la loro permanenza presso l'Accademia aeronautica, risultano da appositi opuscoli stampati, esistenti presso il Ministero dell'aeronautica (Direzione generale del personale militare e delle scuole), presso la Regia accademia aeronautica e presso i Comandi di Zona aerea territoriale (Milano, Padova e Roma) e potranno essere inviati gratuitamente agli interessati, dietro semplice richiesta.

Roma, addì 12 aprile 1933 - Anno XI

Il Ministro: Balbo.

(2304)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.